

Die Presse sieht die Rebellen vor den Toren von Damaskus

PRESSESCHAU SYRIEN #39

30. Januar 2012

Die westliche- und die Golfpresse die bis jetzt die Schwäche der freien syrischen Armee bedauerte, behauptet plötzlich, dass sie dabei wäre, Damaskus einzunehmen. Präsident el-Assad wäre gezwungen Truppen in der Hauptstadt zu entfalten, um sein Regime zu retten, während harte Kämpfe in den Vororten stattfänden.

Diese Fabel zielt zugleich darauf ab, dass die bewaffneten Gruppen aus zahlreichen Deserteuren bestünden (und nicht hauptsächlich aus wahabitischen Söldnern) und dass die Wirren endlich die Hauptstadt erreichten. Sie dient besonders dazu, dass die öffentliche Aufmerksamkeit ein bisschen länger vom Inhalt des Berichtes der arabischen Liga abgelenkt wird. Tatsächlich entkräftet dieses Dokument die westliche Theorie eines im Blute erstickten populären Aufstands.

Diese Kommunikationsgebärden bereiten die öffentliche Meinung in der nächsten Versammlung des UN-Sicherheitsrates vor, an der die französischen und britischen Außenminister teilnehmen sollen, die es Zustande brachten, die NATO-Invasion Libyens legalisieren zu lassen.

- Es ist von jetzt ab Hala Kodmani, die die syrische Krise in *Libération* (die Tageszeitung von Edouard von Rothschild) analysiert. Sie ist eine der Schwestern der Sprecherin des syrischen National Rates, Bassma Kodmani, die zusammen mit ihrer Schwester in der Botschaft Saudi-Arabiens in Paris erzogen wurde. Sie war Sekretärin von Bouthros-Ghali in der Francophonie, bevor sie dann Chefredakteurin von [TV] *France 24* wurde.

Syrie: l'insurrection armée se rapproche de Damas

L'armée d'el-Assad a dû déployer, hier, 2 000 soldats pour reprendre certains quartiers à la périphérie de la capitale.

GEORGES MALBRUNOT

PROCHE-ORIENT Sans observateurs sur place ni perspective diplomatique, la violence s'aggrave dangereusement entre pro et anti-Bachar el-Assad. Après les sanglantes attaques des forces armées contre les villes de Hama et de Homs en fin de semaine dernière, les opposants au pouvoir ont intensifié leurs combats hier

« C'est une guerre urbaine, il y a des cadavres partout ! »

dans les faubourgs de Damas, notamment à Ghouta, à 10 km à l'est de la capitale, où ont eu lieu les affrontements les plus violents. L'Armée syrienne libre (ASL) a concentré ses opérations contre les troupes régionales. Le pouvoir a réagi avec toute sa puissance pour repousser ses adversaires, qui menaçaient désormais le cœur du régime.

Face aux déserteurs de l'ASL, et à tous les hommes en armes qui s'en réclament désormais, le pouvoir n'a eu d'autre



La mission des observateurs de la Ligue arabe, ici auprès d'un blessé début janvier à Damas, a été suspendue samedi. AP

choix que d'envoyer à l'aube 2 000 militaires, appuyés par une cinquantaine de chars, dans l'espoir de reprendre des faubourgs tombés aux mains des insurgés. « C'est une guerre urbaine, il y a des cadavres partout ! », s'alarmait hier auprès de l'agence Reuters un activiste de Klar Batina, où plusieurs chars ont pénétré. Une quinzaine de civils et cinq déserteurs auraient été tués dans les combats autour de la capitale.

Les opposants disposent du soutien de la rue

Depuis plusieurs jours, l'armée tente de reconquérir le « rif » (banlieue) de Damas. « Les opposants cherchent à attirer les militaires dans le secteur de Ghouta, afin d'attirer la pression sur d'autres régions de la banlieue comme Douma », affirme un observateur, pour qui la bataille de Damas a probablement commencé.

Hier matin, des hommes en armes se trouvaient à Babar, c'est-à-dire à moins de deux kilomètres du centre de la capitale. La reconquête de la ceinture damas-cène est essentielle pour la survie du régime. Mais en face, ses opposants disposent bien souvent de l'appui de la rue. « Nous sommes passés à un nouveau stade de la

confrontation », estime un diplomate occidental joint au téléphone à Damas. « Les groupes armés contrôlent désormais des secteurs ou des villes comme Zabadani. Ils peuvent chercher à négocier localement des cessez-le-feu avec l'armée », dit-il sur la défensive, mais s'ils se sentent suffisamment forts, ils pourraient vouloir aller jusqu'à Damas. »

Selon lui, cette guerre de positions inquiète de nombreux civils, issus notamment des minorités, terrifiés à l'idée de

voir leur pays basculer dans la guerre civile. D'autant que, selon le témoignage d'un observateur arabe qui s'appuyait à quitter la Syrie hier, au moins deux attentats suicides ont été commis ces derniers jours près d'Idlib (Nord-Est), ce qui est nouveau. Des militaires ont également péri dans l'explosion d'une bombe au passage de leur convoi à Karsaifra, dans la région de l'ouest de la Syrie.

Face à l'escalade de la violence perpétrée par le régime, la Ligue arabe a décidé samedi de suspendre sa mission, confiée aux observateurs déployés à travers la Syrie depuis un mois. En coulisses, la diplomatie continue de s'activer pour arrêter le bain de sang, mais sans grande perspective de succès.

Principal groupe de l'opposition, le Conseil national syrien (CNS) réclame plus que jamais « une protection » inter-

nationale pour les civils. Son chef, Bahaan Ghalioun, devait se rendre hier à New York dans l'espoir de peser sur les discussions autour d'un projet de résolution défendu par les pays européens et arabes. Le CNS appelle également à des manifestations à travers le monde devant les ambassades de Russie, allée de Damas, qui s'oppose au texte en préparation à l'ONU. Ce dernier réclame un soutien international au plan de sortie de crise défendu par la Ligue arabe, qui prévoit l'arrêt des violences et le transfert des pouvoirs de Bachar el-Assad à son vice-président, avant l'ouverture de négociations en vue de la formation d'un gouvernement d'union nationale et la tenue d'élections législatives et présidentielles.

Mais Damas, comme Moscou, a rejeté cette initiative arabe, dont les détails seront exposés demain à New York. ■

Moscou se cramponne à son allié syrien

de force constante de la diplomatie russe : Moscou ne tolère aucune « ingérence » extérieure dans les affaires d'un pays



décrantage



La main d'un manifestant d'avant le siège de l'ONU, mardi, dénonçant le soutien de Poutine à Al-Assad. PHOTOMOTHYA, CLARY, JFP

Syrie : la Ligue arabe passe à l'offensive aux Nations unies

Les pays sunnites espèrent une résolution, mais butent encore sur le veto russe.

Par HALA KODMANI

Une résolution des Nations unies signifiant la fin de partie pour le régime de Bachar al-Assad pourra-t-elle enfin être adoptée cette semaine ? Le « grand jeu » sur la crise syrienne semble en tout cas bien engagé. Avant de se retrouver aujourd'hui à New York autour de la table du Conseil de sécurité pour une séance de consultations à huis clos, les protagonistes ont passé le week-end à rebattre leurs cartes.

IRAN. Sur le tapis : le plan de sortie de crise de la Ligue arabe prévoyant un transfert du pouvoir du président syrien à son vice-président et la constitution d'un gouvernement d'union nationale avant la tenue d'élections. L'initiative, soutenue par l'Europe, constitue la base du projet de résolution qui doit être porté devant l'ONU par le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, ainsi que le Maroc, membre arabe du Conseil de sécurité. L'annonce par Nabil al-Arabi, secrétaire général de la Ligue arabe, samedi, de la fin de la mission de plus en plus contestée des observateurs, ouvrait la porte à « l'internationalisation de la crise », selon les médias arabes.

En affirmant samedi que « la Turquie était totalement en phase avec la Ligue arabe » sur le dossier syrien, le ministre des Affaires étrangères, Ahmet

Davutoglu, signifiait clairement la fin des hésitations de son pays. La déclaration faite à Istanbul, lors d'une réunion du Conseil de coopération du Golfe (CCG), consacrait l'alliance déterminée entre les puissances sunnites de la région, Arabie Saoudite en tête, pour sceller le sort du régime syrien, allié de l'Iran. Car la mobilisation tout à fait exceptionnelle de Riyad, au côté du Qatar, ces dernières semaines à la Ligue arabe, n'est pas motivée par le soutien aux revendications démocratiques du peuple syrien. La rivalité obsessionnelle avec la puissance chiite vient d'être ravivée par le nouveau bras de fer en cours entre les puissances occidentales et l'Iran sur le dossier nucléaire.

La concomitance des deux crises explique aussi le coup d'accélérateur sur le dossier syrien. L'affirmation de Davutoglu que « la Turquie est prête à tout ce qu'on lui demandera à travers la Ligue et le Conseil de sécurité pour enfin avec cette situation anormale » prend plus de sens, quand on sait de source diplomatique proche de la réunion qu'un représentant de l'Otan était présent parmi les ministres arabes et turcs. Le secrétaire général du CCG, le Bahreïni Abdelatif al-Zeyani, se rend à Bruxelles aujourd'hui pour rencontrer le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, et Catherine Ashton la haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères.

« On n'avait jamais vu les monarchies du Golfe aussi dynamiques. Le Qatar et l'Arabie Saoudite ont réussi à obtenir une adhésion quasi unanime – à l'exception du Liban – à l'initiative contre le régime syrien », constate un diplomate arabe qui a suivi l'évolution du dossier syrien à la Ligue. La formule à la yéménite, proposée pour le transfert du pouvoir d'Al-Assad, a été acceptée, notamment par la Tu-

« On n'avait jamais vu les monarchies du Golfe aussi dynamiques. »

Un diplomate arabe

nisie, le Maroc et même l'Algérie, dans l'espoir qu'une intervention militaire étrangère soit évitée. L'adhésion des Arabes et des Turcs reste toutefois insignifiante pour le déblocage longtemps attendu au Conseil de sécurité où Russes et Chinois promettent de réitérer leur veto sur une résolution sur la Syrie. L'effet prévisible de la stratégie entamée depuis novembre à la Ligue arabe devait aboutir implicitement à revenir vers l'ONU où les deux puissances opposantes auraient plus de mal à rejeter une demande arabe, comme elles l'ont fait en octobre pour la proposition occidentale. Avant de prendre l'avion pour New York dimanche, Nabil al-Arabi a espéré un « changement de position » de la part de Moscou et Pékin qui

permettrait de faire endosser le plan de sortie de crise en Syrie par le Conseil de sécurité.

ABSTENTION. Là aussi, l'Arabie Saoudite serait à la manœuvre en mettant tout son poids pétrolier dans la balance pour obtenir une abstention de la Chine, de plus en plus hésitante. Les Russes veulent éviter de braver leur seul veto contre une résolution présentée par les pays arabes. Tout en rejetant les formules proposées lors des consultations à New York vendredi, l'ambassadeur de Russie à l'ONU a laissé la porte ouverte, en précisant que « cela ne signifie pas que nous refusons la discussion ». Le message a été traduit par l'éditorialiste Abdel Bari Atwan du quotidien Al-Quds de Londres en ces termes : « Dans sa défense du régime syrien et sa menace de veto, la Russie défend une position stratégique non négociable pour éviter davantage et pourrait très bien renoncer à la Syrie comme elle l'a fait pour l'Irak et la Libye. » Si la défection de Pékin se confirme, Moscou résistera-t-il aux pressions de l'opposition syrienne qui a mobilisé des manifestants devant ses ambassades dimanche ? Et à celles des diplomates occidentaux à l'ONU qui auraient dit aux Russes : « Vous allez regretter quand la révolution syrienne gagnera ? » Réponse probable mercredi lors d'un vote attendu au Conseil de sécurité. ➔

REPÈRES

Les observateurs de la Ligue arabe, en Syrie depuis le 26 décembre, ont annoncé la suspension de leur mission samedi, jugeant Al-Assad responsable de la « recrudescence des violences » contre les civils.

232

personnes, dont 147 civils, ont péri la semaine dernière lors d'affrontements entre armée et déserteurs.

LE PLAN DE FIN DE CRISE

La Ligue arabe présentera demain à l'ONU son nouveau plan. Adopté ce week-end au Caire, il prévoit l'abdication du président Al-Assad et la création d'un gouvernement d'union nationale.

« La suspension de la mission montre que la Ligue arabe n'a jamais été en mesure de faire son travail correctement. »

Le porte-parole de la représentation britannique aux Nations unies samedi

Leger bestormt buitenwijken Damascus

Volgens activisten werden gisteren tweeduizend soldaten en vijftig tanks ingezet in een offensief van het regeringsleger tegen opstandige wijken van de Syrische hoofdstad.

VAN ONZE CORRESPONDENT
IN HET MIDDEN-OOSTEN

JORN DE COCK
BEIROET | In de voorbije twee

weken waren opstandelingen erin geslaagd de controle te bemachtigen over een keten van

grote buitenwijken ten oosten en noordoosten van de hoofdstad Damascus. In die zogeheten 'Ghotta', een groene gordel rond Damascus, zette het regeringsleger gisteren een groot offensief in, volgens activisten met duizenden soldaten en tientallen tanks. Er zouden al minstens negentien doden zijn gevallen in de buitenwijken Saqba, Hammouriya en Kfar Batna.

'Het is nu een stadsoorlog', zei een activist via de telefoon aan het persagentschap *Reuters* vanuit

hun generatoren of verwarming.' Clips op YouTube toonden bange burgers die de wijk probeerden te nemen naar het centrum van de hoofdstad. Ook elders werd gisteren zwaar gevochten. In Rankous, dertig kilometer ten noorden van Damascus, zouden al minstens 33 doden zijn gevallen. Ook in het noordelijke Aleppo, de grootste stad van Syrië, zouden dit weekend tien betogers zijn gedood door de veiligheidsdiensten. Het offensief van zondag komt nauwelijks één dag nadat de Ara-

bische Liga zaterdag haar waarnemersmissie in Syrië had opgeschort, uit protest tegen het aanhoudende geweld. De waarnemers blijven voorlopig nog in Syrië, in afwachting van een beslissing van de Liga, volgende week zondag. Nabil Elaraby, de secretaris-generaal van de organisatie, vloog gisteren naar New York waar hij de kwestie-Syrië wil aankaarten in de VN-veiligheidsraad. Tot nog toe blokkeerde Rusland daar elke resolutie die het Syrische regime veroordeelt.

Die Zeit (Allemagne / Germany)

Arabische Liga zieht Beobachter ab

Aufstand in Syrien wird immer blutiger

DAMASKUS – Syrien stürzt immer schneller in einen Bürgerkrieg. Während die Arabische Liga ihre Beobachter aus dem krisengeschüttelten Land abzieht, wagen bewaffnete Gegner des Regimes von Baschar al-Assad am Sonntag spektakuläre Angriffe sogar in Damaskus und erobern Gebiete in der Provinz. Jetzt warten beide Seiten auf eine Reaktion des UN-Sicherheitsrats am Anfang der Woche. Doch das mächtige UN-Gremium ist noch zerstritten.

Die Arabische Liga zog ihre Beobachter wegen der anhaltenden Gewaltexzesse am Wochenende aus den Krisenherden ab und rief sie vorerst nach Damaskus zurück. Die syrische Regierung zeigte sich überrascht. Sie warf dem Liga-Generalsekretär Nabil al-Arabi vor, vor seinem Auftritt im UN-Sicherheitsrat am Montag den Druck für ein Eingreifen in Syrien erhöhen zu wollen. Außerdem ermutige der Abbruch der Mission die bewaffneten Gruppen im Land zu weiterer Gewalt.

Aus dem Umfeld der etwa 100 Beobachter im Land erfuhren Journalisten, dass sich die Teams wegen der Fortdauer der Gewalt geweigert, weiterzuarbeiten. Die meisten Delegierten verließen demnach schon Freitag und Samstag nicht mehr ihre Hotels

in Damaskus und warteten auf den Abzugsbeschluss. Der Leiter der Beobachtermission, Mohammed al-Dabi, beklagte eine dramatische Zuspitzung der Lage. In den drei Tagen vor der Entscheidung seien bei Zusammenstößen zwischen Regierungstruppen und Opposition mehr als 200 Menschen ums Leben gekommen.

Die UN-Vetomacht Russland äußerte Unverständnis über den Schritt der Arabischen Liga. „Uns ist unklar, warum auf diese Weise mit einem so nützlichen Instrument umgegangen wird“, sagte Außenminister Sergej Lawrow. Bundesaußenminister Guido Westerwelle (FDP) setzt auf eine klare Reaktion des UN-Gremiums. Vor seinem Aufbruch zu einer Nahost-Reise drang er auf eine schnelle Verabschiedung einer Resolution zu Syrien. Russland hat im Sicherheitsrat bisher jede Resolution verhindert.

AUFSTAND

Die Arabische Liga bricht wegen anhaltender Gewalt ihre Beobachtermission ab. Hier ist ein Video zur Lage in Syrien: <http://bit.ly/wohYfG>



Tageszeitung (Allemagne / Germany)

Arabische Liga stoppt Beobachtermission

SYRIEN Die diplomatischen Bemühungen der Arabischen Liga sind gescheitert. Golfstaaten setzen nun auf eine UN-Resolution. Doch Russland und China stellen sich quer. Derweil eskaliert die Gewalt im Land

VON KARIM EL-GAWHARY

KAIRO taz | Die regionalen Vermittlungsversuche zwischen Regime und Rebellen in Syrien sind gescheitert. Die Arabische Liga hat am Wochenende ihre Beobachtermission bis auf weiteres suspendiert. Nun wird sich der UN-Sicherheitsrat mit dem Konflikt befassen, der von beiden Seiten zunehmend brutaler geführt wird. Allein in der letzten Woche wurden bei Auseinandersetzungen zwischen dem Sicherheitsapparat und Regimegegnern nach konservativen Schätzungen mindestens 200 Menschen getötet.

In der letzten Woche hatte die Arabische Liga Syriens Präsident Baschar al-Assad aufgefordert, die Macht an seinen Stellvertreter abzugeben, um eine Regierung der Nationalen Einheit zu bilden. Jedoch hatten sowohl das Regime als auch die Opposition den Plan abgelehnt. Daraufhin hatten die Golfstaaten unter Führung Saudi-Arabiens ihre Beobachter zurückgezogen.

In Reaktion darauf und angesichts der zunehmenden Gewalt in Syrien gab der Chef der Liga, Nabil al-Arabi, am Samstag den vorläufigen Stopp der kompletten Mission bekannt. Rund hundert Beobachter sollen aber zu-

nächst im Land bleiben. Al-Arabi ist inzwischen nach New York aufgebrochen, wo am Dienstag im UN-Sicherheitsrat eine Syrien-Resolution diskutiert wird. Doch vor allem Russland, aber auch China verweigern bisher ihre Unterstützung für eine solche Resolution.

Der russische Außenminister Sergei Lawrow forderte jetzt mehr arabische Beobachter in Syrien. „Wir wollen wissen, warum so ein nützliches Instrument einfach so weggeworfen wird“, kommentierte er die Suspendierungs-Entscheidung der Arabischen Liga. Er halte nichts von der westlichen Auffassung, dass

man keinen Dialog mit Assad beginnen könne, sagte er.

Damit steckt jeder weitere diplomatische Versuch zunächst in der Sackgasse. Die Arabische Liga will, vor allem angetrieben von den Golfstaaten, den Fall Syrien internationalisieren, aber weder im Sicherheitsrat noch in

der Arabischen Liga herrscht Konsens über das weitere Vorgehen.

Unterdessen versucht das Regime in Damaskus, selbst eine Entscheidung zu erzwingen. Es agiert immer brutaler. Seit im März 2011 der Aufstand begann, sind laut UN-Schätzungen insgesamt mindestens 5.600 Menschen ums Leben gekommen.

Vor allem die arabischen Medien am Golf haben unterdessen zum Großangriff gegen Russland geblasen. Der Sturz des Regimes Assad würde den Russen ihren Einfluss in der Region und einen wichtigen Waffenmarkt kosten, analysiert die saudische Zeitung *Al-Madina*. „Das syrische Blut ist die Währung, mit der Russland handelt und Profite macht“, schreibt die saudische Zeitung *Sharq al-Awsat*.

Auch vor der russischen Botschaft in Kairo waren am Sonntagmittag mehrere hundert Demonstranten aufgezo-gen. Sie sangen syrische Revolutionslieder. „Wir wollen den Russen klar-machen, dass sie mit ihrem Ver-halten ein Teil des Regimes Assad sind“, erklärte der syrische Oppo-sitionelle Mumin al-Kuwafatiya. „Wenn die internationalen Initia-tiven scheitern, werden wir zum bewaffneten Kampf aufrufen, und dann wird es viele Opfer ge-ben“, warnt er.

„Russische Waffen töten uns“, sagte auch der syrische Oppo-sitionelle Zuhair Naoura verärgert. „Das syrische Volk hat der Ara-bischen Liga eine Chance gegeben, etwas zu unternehmen. Die Liga gab dem syrischen Regime die Chance, das Blutbad zu stoppen. Beide Chancen sind vertan“, sag-te Naoura. Auch von der interna-tionalen Gemeinschaft erwartet er sich nicht viel. „Am Ende“, sag-te er, „müssen die Syrer ihr Schicksal selbst in die Hand neh-men“.

„Wenn die Initiativen scheitern, rufen wir zum bewaffneten Kampf auf“

MUMIN AL-KUWAFATIYA, SYRISCHER OPPOSITIONELLER



Kontrollpunkt in Saqba, einem Vorort von Damaskus: verletzter Rebelle in einem Transporter nach heftigen Kämpfen am Freitag Foto: T. Munita/nyf/redax/life

Assad schickt mehr Soldaten

DAMASKUS Korrespondentenberichten zufolge ist die oppositionelle Freie Syrische Armee in der Hauptstadt und ihrer Umgebung zunehmend präsent

AMMAN/BERLIN rtr/taz | Unbeeindruckt von internationalen Bemühungen um ein Ende der Gewalt in Syrien verschärft die Regierung in Damaskus ihren Kampf gegen die Aufständischen. Einen Tag nach dem Stopp des arabischen Beobachtereinsatzes schickte Präsident Baschar al-Assad am Sonntag hunderte Soldaten in die von Rebellen kontrollierten Außenbezirke der Hauptstadt. Bei dem Einmarsch

mit Dutzenden Panzern seien mindestens fünf Zivilisten getötet worden, sagten Regierungsgegner weiter.

Bereits am Samstag seien bei Assads Offensive in den Vororten zwölf Menschen getötet worden, sagten Oppositionelle. Die Armee versuche, die von Rebellen gehaltenen Viertel zurückzuerobern. Die am Sonntagmorgen in einem weiteren Vorort etwa 2.000 eingerückten Soldaten sei-

en Verstärkung für die Truppen, die schon andere Außenbezirke belagern. Dort verschlechterte sich die Lage den Regierungsgegnern zufolge dramatisch.

„In Feldlazaretten umgewandelte Moscheen fordern Blutkonserven an“, berichtete ein Assad-Kritiker per Satellitentelefon aus einem der Vororte. Die Strom- und Benzinzufuhr sei unterbrochen. Die Armee hindere die Menschen daran, anderswo

Treibstoff zu besorgen. Ein Korrespondent der britischen BBC hatte am Samstag berichtet, er habe in Damaskus und in der näheren Umgebung Deserteure gesehen, die sich der oppositionellen Freien Syrischen Armee (FSA) angeschlossen haben und dort Stützpunkte unterhalten. In dem Ort Sabadani sei sogar ein Waffenstillstand zwischen der FSA und den Kräften des Regimes ausgehandelt worden. In der Hauptstadt seien FSA-Leute in den Vierteln, in denen sie auf-tauchten, als Helden begrüßt worden. Der BBC-Korrespondent wies jedoch zugleich darauf hin, dass das Assad-Regime sehr wohl

noch Anhänger in der Bevölkerung habe.

Nach Angaben von Oppositionellen übernahmen Deserteure am Sonntag in einigen Gebieten der Unruheprovinz Homs die Kontrolle. Wie die Organisation syrischer Menschenrechtsbeobachter berichtete, hatte es zuvor heftige Kämpfe zwischen Regierungstruppen und Deserteuren in der Stadt al-Rastan gegeben.

Gefechte gab es auch in dem von Rebellen gehaltenen Ort Rankus nördlich von Damaskus. Außerdem wurden bei zwei Anschlügen insgesamt 16 syrische Soldaten getötet. **B. S.**

THEMA DES TAGES



Erschossen auf dem Weg zur Arbeit: **Bewohner eines kleinen Ortes** in der syrischen Unruheprovinz Idlib trängen sich um ein aufgebahrtes Opfer des Aufstands

Assad macht Syrien zum gespaltenen Land

Zwei Nachbardörfer in der Provinz Idlib: Eines ist für, das andere gegen den Präsidenten. Entschieden haben dies die Dorfvorsteher

Daniel Etter, Provinz Idlib

Dieses Dorf soll ohne Namen bleiben. Zu groß ist die Angst der Bewohner, dass die Sicherheitskräfte wiederkommen, dass Männer festgenommen und gefoltert werden, dass sie für immer verschwinden. „Sie unterscheiden nicht zwischen Schuldigen und Unschuldigen“, sagt Abu Hamad. Zwischen Syrern, die bewaffnet Widerstand leisten, und Landsleuten, die sich unversehens in einem Aufstand wiederfinden, den sie nicht wollen. Abu Hamad, Englischlehrer in Rente, mit grauem Haar und Schnauzer, zählt sich zu den Unschuldigen.

In diesem Dorf irgendwo in der syrischen Unruheprovinz Idlib sei jeder auf der Seite der Opposition, sagen die Aktivisten, wieder und wieder. Jede Nacht treffen sie sich in einem kleinen, überhitzten Raum: Demonstranten, überhitzten Raum: Demonstranten, die Videos auf Youtube hochladen. Soldaten der aufständischen Freien Syrischen Armee, die um den Ort Position bezogen haben und den Bewohnern ein vages Gefühl von Sicherheit geben. Der schwarz gekleidete Dorfvorstand, zu dem die Männer abends kommen, wenn sie ihre Streitigkeiten beilegen wollen.

Aber Abu Hamad ist im Zwiespalt. Er zweifelt, ob er dem staatlichen Fernsehen glauben soll oder seinen Nachbarn und Freunden. Wie er haben viele weniger Angst vor Präsident Baschar al-Assad – vor allem unter den schiitischen, christlichen und alevitischen Minderheiten – als vor dem, was nach ihm kommen könnte. Sie fürchten sich vor einer Machtübernahme durch die sunnitische Mehrheit.

Andere glauben Assad, wenn er die Opposition als Verschwörung diffuser Mächte abtut, die das Land destabilisieren wollen. Er schürt Ängste vor Israel und den USA, die Pläne für einen Umbau des Nahen Ostens hegen. So ist selbst hier, in einem Dorf voller Aufständischer, Abu Hamad nicht allein, wenn er unter dem Eindruck der Propaganda zumindest an den Motiven der Opposition zweifelt.

Nach Schätzungen der Uno sind mindestens 5000 Menschen in den elf Monaten des Aufstands in Syrien umgekommen. In Wahrheit dürften es weit mehr sein. Auch während der Beobachtermission der Arabischen Liga geht die syrische Führung brutal gegen Aufständische vor. Und trotzdem genießt Assad weiter starken Rückhalt in der Bevölkerung. Laut einer Meinungsumfrage von Anfang Januar

lehnen 55 Prozent der Befragten einen Rücktritt ab. Finanziert war die Umfrage von Katar – einem der stärksten Kritiker Assads.

In dem kleinen Raum neben Abu Hamad kauert ein junger Aktivist auf einer Fritsche. Die Schabiha, arabisch für „Geister“, haben versucht, ihn umzubringen. So nennen sie die halboffiziellen, bewaffneten Schlägertrupps des Regimes. Sie haben auf der Landstraße sein Auto beschossen und sechs Kugeln in den rechten Arm, den Oberkörper und das rechte Bein gejagt. Ein Nachbar war unter ihnen. „Das haben wir von dem Aufstand“, schimpft Abu Hamad. Die Stadtbevölkerer würden gegeneinander auf-

gebracht, das Land solle in Anarchie versinken. „Dabei müssen wir zusammenstehen. Das schwächt uns vor dem wirklichen Feind“, sagt er. Wer das ist? Die Antwort bleibt vage.

Revolution oder nicht – diese Entscheidung trifft nicht der Einzelne, sondern die Dorfgemeinschaft. Im Nachbardorf hängen an jeder Ecke Bilder von Assad. Die Bewohner sind Schiiten und stehen der vornehmlich alevitischen Führungsriege nahe. Die beiden Dörfer verstanden sich gut, bis die Revolution kam. Anfangs hatten Nachbarn noch Informationen über die Oppositionellen an Regierungskräfte weitergegeben, sagt Abu Hamad. Aber das sei vorbei. Die Dorfvorsteher hätten ihre Seite gewählt, nun müsse man sich nicht mehr ein-

Fast jede Nacht tanzt der harte Kern der Widerständler auf dem Dorfplatz. Singend fordern sie den Sturz des Regimes. Mal sind es 50 Männer, mal 200. Freitags kommt das ganze Dorf zusammen: rund 2000 Männer und am Rande kleine Gruppen von Frauen. Osama, ein 26-jähriger Arabischstudent, war einer der Ersten, die hier demonstriert haben. Am Tag, als in Pakistan sein Namensvetter Bin Laden getötet wurde, kamen Sicherheitskräfte und holten ihn. Sie verban-

den ihm die Augen, hängten ihn an den Armen auf, schlugen ihn und verpassten ihm Stromschläge. „Warum brauchst du Freiheit?“, hätten sie gefragt. „Du musst getötet werden.“

Seitdem sich die staatliche Autorität spürbar zurückgezogen hat, fühlen die Oppositionellen sich relativ sicher. Sie haben keine Angst mehr, auf die Straße zu gehen und ihre Meinung zu äußern. Die Demonstrationen sind Routine geworden, niemand hindert sie daran. Armee und Schabiha waren zuletzt im Oktober im Dorf. Im Moment haben die staatlichen Kräfte genug damit zu tun, gegen die Rebellen in den Außenbezirken der Hauptstadt Damaskus vorzugehen.

Doch auch so weiß Assad außerhalb von Widerstandsnestern wie Hama, Homs oder Daraa weiter mit den Ängsten der Bevölkerung zu spielen. „Wir müssen friedlich leben“, sagt Abu Hamad, der sich die Sicherheit und Stabilität vor dem Aufstand zurückwünscht: Syrer, die zusammenstehen gegen den Feind von außen. Osama, der junge Arabischstudent, wünscht sich dagegen, es gäbe sie, diese ausländische Verschwörung: „Wir brauchen Hilfe vom Teufel. Wir brauchen Hilfe von Israel, den USA, Großbritannien. Nur nicht Baschar.“



Im Zentrum der Gewalt

Die Proteste in Syrien haben die Hauptstadt erreicht. Stunden bevor der UN-Sicherheitsrat tagt, sterben Dutzende im ganzen Land

VON MARTIN GHILLEN, KAIRO

Die ganze Nacht waren Gewehrfeuer und Granatexplosionen bis ins Zentrum der syrischen Hauptstadt Damaskus zu hören. In der Trabantenstadt Douma – 16 Kilometer entfernt – lieferten sich bewaffnete Aufständische und Einheiten der syrischen Armee erbitterte Gefechte. Anfang der Woche hatte die „Freie Syrische Armee“ den Stadtteil schon einmal für zehn Stunden unter ihre Kontrolle gebracht. Im Gegenschlag durchkämmten nun regimetreue Truppen die Straßen. Sonderkommandos durchsuchten Wohnanlagen. Mindestens 200 Menschen wurden nach Angaben der in London arbeitenden „Syrischen Beobachtungsstelle für Menschenrechte“ festgenommen.

Der Stadtteil, in dem es während der letzten Wochen regelmäßig grobe Kundgebungen gegen das Regime gab, war am Freitag hermetisch von der Außenwelt abgeriegelt. „Die Menschen verstecken sich in ihren Wohnungen, aus den Lautsprechern der Moscheen ertönen spezielle Gebete“, berichtete ein Bewohner.

Damit nun ist der Aufstand von den Südküsten in Mittelsyrien und an der Küste nun auch vor der Haustüre des Assad-Machtzentrums in Damaskus angekommen. Die meisten Stützpunkte und Dörfer in der Provinz Damaskus sind bereits fest in der Hand der Rebellen. Die Gewalt im Land habe in den letzten drei Tagen „signifikant zugenommen“, erklärte der Chef der arabischen Beobachter-Mission, der sudanesischer General Mohammed Ahmed Mustafa al Dahi.

Gleichzeitig wächst der internationale Druck, nicht nur auf Syrien, sondern auch auf seine Verbündeten Russland und China, die bisher jede Resolution gegen das Assad-Regime im UN-Sicherheitsrat blockieren. Vor Beginn der UN-Sicherheitsratsitzung zu Syrien am Freitag bekräftigte Russland seine Ablehnung jeder Resolution mit Auforderung zum Rücktritt von Präsident Baschar al Assad noch einmal.

Morocco hatte an diesem Tag einen neuen Resolutionentwurf kursieren lassen, der zwischen den arabischen und europäischen Staaten abgestimmt ist. Noch am Freitag legten die europäischen und



Aufstand. Syrer gehen in einem Vorort von Damaskus gegen das Regime von Präsident Baschar al Assad auf die Straße.

Foto: Ahmed Fouad/Al-Bustan

UN-Generalsekretär Ban Ki Moon das weitere Vorgehen zu beraten und vor dem UN-Sicherheitsrat zu sprechen. Wegen Russlands andauerndem Widerstand gegen eine Resolution, die eine Abhandlung von Präsident Assad fordert, will El Arabi darum in der kommenden Woche nach Moskau weiterfliegen, wo sich auch eine „hochrangige Delegation“ der Golfstaaten angesagt hat. Die arabischen Regierungen, allen voran Katar und Saudi-Arabien, wollen den Krenn dringegen, seine diplomatische Blockade aufzugeben. Zwar hat die Regierung in Moskau Assad aufgefordert, das Blutvergießen in seinem Land zu stoppen, doch liefert das Land auch Waffen an die syrische Armee. Die Ursache für das Eskalieren der Gewalt wird durchaus auch im Handeln der syrischen Opposition gesehen.

„Ich hoffe, der Sicherheitsrat spricht mit einer Stimme“, sagte Ban Ki Moon am Rande des Weltwirtschaftsforums in Davos im Hinblick auf die neuerlichen Moskauer Einwände. „Wir müssen den Menschen helfen. Sie sind schon viel zu lange unterdrückt.“

Die UN-Menschenrechtsbeauftragte Navi Pillay hatte kürzlich erklärt, man habe inzwischen aufgeführt, die Todesopfer zu zählen, weil es die „zunehmend fragmentierte Lage“ in Syrien nicht mehr zulasse, gesicherte Informationen zu bekommen. Bis Mitte Januar hatten die Vereinten Nationen 5.400 Todesopfer dokumentiert.

In der Nacht zu Freitag wurden bei einem besonders bestialischen Überfall in Homs 14 Mitglieder einer sunnitischen Familie zu Tode gebracht, darunter acht Kinder im Alter von acht Monaten bis neun Jahren. Tags zuvor war der Chef des syrischen roten Halbmonds auf der Fahrt von Damaskus nach Aleppo von Unbekannten erschossen worden, obwohl sein Auto klar mit den roten Emblemen der Hilfsorganisation markiert war.

Nach Angaben von Aktivisten griffen Soldaten des Regimes von Präsident Baschar al Assad am Freitag – wenige Stunden vor dem geplanten Treffen im Sicherheitsrat der Vereinten Nationen – die Stadt Hama in der gleichnamigen Unruheprovinz an. Sie stürmten die Stadt mit



Panzern und töteten mindestens 44 Menschen, unter ihnen auch Frauen und Kinder. Die Protesthochburg hatte bereits seit dem Morgen unter Beschuss gestanden, hieß es. In Homs, Daraa und Idlib habe es eine Reihe von Solidaritätskundgebungen für die Bewohner der Provinz Hama gegeben. Nach Angaben der „Syrischen Beobachtungsstelle für Menschenrechte“ kamen zudem bei zwei Anschlüssen zwölf Mitglieder der Sicherheitskräfte ums Leben.

mit dpa/APF

La Tribune de Genève (Suisse / Switzerland)

La bataille fait rage dans les faubourgs de Damas

Armée et insurgés s'affrontaient hier aux abords de la capitale syrienne

Andrés Allemand

Du jamais vu. Des affrontements sans précédent entre déserteurs et armée régulière ont eu lieu hier dans des villes situées dans la proche banlieue de Damas. Comme à Ain Tarma, à environ 4 km de la capitale. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), dénombre 80 personnes tuées, pour moitié des civils, durant la seule journée de dimanche. A Kafar Batna, des témoins affirmaient que des chars ultramodernes avaient pris la place centrale. Visiblement, le régime est conscient de livrer une bataille décisive.

Jusqu'ici, la capitale avait été relativement épargnée par la révolte contre le régime de Bachar el-Assad, qui, depuis le 15 mars, a déjà coûté la vie à plus de 5400 personnes selon l'ONU. Mais ces derniers jours ont vu, semble-t-il, l'avancée du mouvement d'opposition et surtout des déserteurs regroupés dans l'Armée libre de Syrie.

Désertions en cascade

«Maintenant, le régime tente de reprendre les quartiers et les villes acquises à la contestation. Mais les militaires ont le plus grand mal à récupérer la rue», note Jean-René Belliard, spécialiste du Moyen-Orient, qui suit de très près l'évolution de la crise. «C'est peut-être un tournant. L'offensive contre des faubourgs de Damas signifie que l'armée des déserteurs s'y est implantée. Or, ceux-ci sont d'habitude prudents. Ils prennent des localités, puis rapidement évacuent pour se repositionner sur les hauteurs, à des endroits stratégiques. S'ils sont descendus dans les faubourgs, c'est qu'on est entré sans doute dans la phase finale de cette guerre civile.»

Car l'état se resserre autour du régime, note Jean-René Belliard. Parfois de manière spectaculaire.



De la fumée s'élevait hier au-dessus d'Erbeen, dans la banlieue de Damas. RETEURS

La Ligue arabe relance Moscou

Outrée par la violence des affrontements qui se déchainent depuis mardi en Syrie, la Ligue arabe a suspendu samedi sa mission d'observation entamée le 26 décembre et accusé le régime de Bachar el-Assad d'avoir «choisi l'escalade». Hier, avant de s'embarquer pour New York, le secrétaire général Nabil el-Arabi tentait de convaincre Moscou et Pékin de ne pas mettre leur veto à une résolution du Conseil de sécurité endossant le plan arabe pour la Syrie. Il ne désespère pas d'obtenir «un changement de position de ces deux pays».

«Hier, selon mes renseignements, le général Khallouf est passé à la dissidence avec 300 de ses soldats. Poursuivis toute la journée par les troupes régulières, ils ont d'abord cherché refuge à Rankous, mais le pilonnage intensif de la ville les a

Moscou, l'un des meilleurs soutiens du régime de Damas sur la scène internationale, demeure jusqu'à présent hostile au projet de résolution, estimant qu'il franchit des «lignes rouges». Notamment en exigeant le retrait de Bachar el-Assad et le transfert du pouvoir à son vice-président. A Damas, le régime ne change pas de ton. «Les forces de sécurité sont déterminées à rétablir l'ordre et nettoyer le territoire des hors-la-loi qui tuent des citoyens innocents», a indiqué le ministre syrien de l'Intérieur, Mohammad Ibrahim al-Chaar. **A.A.**

conduits à se déplacer vers la zone de l'aéroport. Et là, ils ont failli intercepter un cortège de voitures emmenant des proches de Bachar el-Assad, lesquels ont réussi de justesse à faire demi-tour et rentrer au palais présidentiel.»

En tout cas, le doute n'est plus permis: «On n'a plus affaire à des manifestants pacifiques, mais bien à des combattants armés. L'Armée libre affirme compter 40 000 soldats. Et de plus en plus de déserteurs viennent rejoindre leurs rangs. Des fronts sont ouverts un peu partout. Il sera difficile à l'armée régulière de réprimer partout à la fois, elle n'est pas extensible.»

Sans merci

La bataille est-elle perdue d'avance? Peut-être. Mais en attendant, «la phase finale s'annonce extrêmement violente et pourrait durer très longtemps», estime Jean-René Belliard. Selon le commandant rebelle Maher Noueimi, «une campagne punitive» serait en cours contre la ville rebelle de Hama, les forces de sécurité s'en prenant violemment «aux civils et aux enfants». Une information invérifiable.

Tard hier soir, des bombardements semblaient même avoir éclaté au cœur même de Damas. Sans trop que l'on puisse dire qui tirait sur qui.

Neue Zürcher Zeitung (Suisse / Switzerland)

Kämpfe um die Vorstädte von Damaskus

Die Beobachter der Arabischen Liga setzen ihre Tätigkeit aus

Syrische Regierungstruppen versuchen, die Aufständischen aus der Peripherie der Hauptstadt zu vertreiben. Russland hat die Suspendierung der arabischen Mission kritisiert.

Jürg Bischoff, Kairo

Syrische Regierungskräfte haben am Wochenende versucht, bewaffnete Aufständische aus mehreren Ortschaften in der Agglomeration der Hauptstadt Damaskus zu vertreiben, die den Rebellen in die Hände gefallen waren. Laut oppositionellen Quellen kamen mehrere Orte, wie auch Viertel der Stadt Homs, unter Artilleriebeschuss, während Scharfschützen die Strassen unsicher machten. Vom Freitag bis zum Sonntagnachmittag meldeten die lokalen Koordinationskomitees des Aufstands den Tod von über 200 Personen.

Syrische Kritik

Die Arabische Liga hat am Samstag wegen der Zunahme der Gewalt die Arbeit ihrer Beobachter in Syrien ausgesetzt, ohne diese aber aus dem Land zurückzuziehen. Das Regime hatte die Beobachtermission nur widerwillig akzeptiert, und die Aufständischen hatten sie als sinnlose Zeitverschwendung bezeichnet. Die Golfstaaten sahen in ihr ein Instrument, Damaskus unter Druck zu setzen und den Widerstand der anderen Araber sowie der Russen und Chinesen gegen eine Internationalisierung der Krise zu unterlaufen.

Der russische Außenminister Lawrow hat die Suspendierung der Beobachtermission kritisiert. Er befürwortete eine Erhöhung der Zahl der Beobachter, sagte Lawrow und fragte, warum die Arabische Liga ein solch «nützlich Instrument» so schlecht behandle. Trotz dem starken Druck der EU- und von Golfstaaten haben die Russen den Widerstand gegen den Resolutionsentwurf nicht aufgegeben, den Marokko letzte Woche im Uno-Sicherheitsrat einge-



Ein Verwundeter der «Freien Syrischen Armee» an einem Kontrollpunkt in einem Vorort von Damaskus.

TOMAS MUNTA / REDUX / LAF

bracht hat. Die Russen wollen weder die Forderung nach einem Rücktritt Assads noch Sanktionsdrohungen unterstützen und verlangen, dass eine ausländische Intervention in Syrien ausdrücklich ausgeschlossen wird. Auch Damaskus bedauerte die Suspendierung der arabischen Beobachtermission. Der Beschluss verfolge das Ziel, den Druck zugunsten einer ausländischen Intervention zu erhöhen und wolle die bewaffneten Gruppen zu mehr Gewalt ermuntern, schrieb die amtliche Nachrichtenagentur Sana. Laut ihren Berichten wurden am Sonntag 28 Soldaten und Polizisten beerdigt, die in den Kämpfen getötet worden waren. Zudem wurden laut Sana am Sonntag 13 Soldaten in der

Region Damaskus getötet, je einer kam in Homs und Idlib ums Leben. Die steigende Zahl der Opfer auf Regierungsseite zeigt, dass die «Freie Syrische Armee» (FSA) unterdessen über eine bedeutende Anzahl gut ausgerüsteter Kämpfer verfügt.

Waffenlieferungen

Dies scheint die Folge einerseits von zunehmenden Desertionen in den Regierungstruppen und andererseits von Waffenlieferungen zu sein, welche die Aufständischen erreichen. Die FSA, deren Kommando in der Türkei stationiert ist, brüstet sich, 40 000 Mann unter Waffen zu haben, was einige Beobachter

aber für übertrieben halten. Nach langen Diskussionen über Regeln zum Gewalteininsatz scheint sich die FSA auch mit dem Syrischen Nationalrat (SNC) auf eine gemeinsame Linie geeinigt zu haben. Der SNC, in dem hauptsächlich Oppositionelle im Exil, unter ihnen die Muslimbrüder, zusammengeschlossen sind, hat bekanntgegeben, dass er künftig die FSA mit Geld und Ausrüstung unterstützen werde.

Ein SNC-Mitglied beteuerte al-Jazira gegenüber, es würden nur defensive Waffen geliefert. Angesichts der politischen Unterstützung, die der SNC in den Golfstaaten und im Westen genießt, dürfte er die nötigen Mittel dazu unschwer mobilisieren können.

Esteri

Siria Il regime passa al contrattacco nella capitale Battaglia a Damasco Periferie della città nelle mani dei ribelli Quasi 300 morti civili in tre giorni

per lasciare il Paese (il visto per i giornalisti stranieri che non siano considerati «ambasciatori» come russi e cinesi è limitato a 10 giorni), abbiamo intravisto gli effetti della nuova mobilitazione in tutta rafforzati i posti di blocco dovunque, colonne di soldati in movimento, traffico civile molto lungo e lento. A un semaforo due auto cariche di agenti in borghese del mullah abarati (il servizio di sicurezza interno) che brandivano i mitra visibilmente eccitati strombazzavano a velocità folle per chiedere strada. A bordo erano ben visibili due giovani uomini ammantati, gli occhi bendati, con il viso, i capelli e i vestiti arrossati di sangue. Uno sembrava incosciente, con la testa ciondolante e ogni accelerata e la bocca spalancata in una smorfia di dolore.

Ma quello che non si vede della nuova battaglia per Damasco è che non si vede i feriti in attesa, viaggiando da centro della capitale verso l'aeroporto internazionale



Terrore per le strade
Alcuni cadaveri di «ribelli» abbandonati leri in una strada alla periferia di Damasco dopo uno scontro



Disertore
Armato di fpx, un soldato siriano passa alla resa senza contro il regime (Reuters)

posta incentrata sulle dimissioni del presidente Bashar Al Assad. Russia e Cina continuano a imporre il veto. E in questa situazione di stallo che la diplomazia di stampa ufficiale Siria insiste nel rilanciare la versione del regime, per cui i manifestanti sarebbero per lo più «terroristi», o addirittura nemici infiltrati dall'estero con il patrocinio di Israele, Stati Uniti, Arabia Saudita e Qatar.

Il tam tam della gente irripressiva nel cuore dei centri abitati contro i civili, i carri armati e le artiglierie leri hanno colpito i sobborghi di Kfar Batna, Saqba, Jisreen, Arbeen, Guartiglia nei villaggi di Douara, Harasta, Ghouta, Hamouria. Sono segnalati movimenti di 2000 soldati, accompagnati da una cinquantina tra carri armati e elicotteri trasportati in elicottero. Ci sono morti per le strade, gridano i ribelli su YouTube. Nuovi incidenti con numerose vittime sono stati annunciati anche nelle città di Homs, Idlib e Hama. Ad Aleppo decine di studenti sono stati arrestati mentre manifestavano presso l'università.

Loenzo Cremonesi
© PHOTOCORBIS OUTLINE

Il cenerentolo
di Antonio Ferrai
nelle Idess/Opinion

Opposizione
Divisa e disorganizzata, l'opposizione ora guarda all'Onu dove è imminente il dibattito sulle sorti di Assad

to. Di notte il buio totale per il taglio della corrente elettrica, la popolazione tappata nelle case e le imboccate occasionali.

Ma sabato la Lega Araba ha deciso di ritirare e tutti gli osservatori. La questione della Siria inasprita da oltre 10 mesi di rivolte passa ora al Consiglio di Sicurezza dell'Onu. Nei prossimi giorni si dibatterà la pro-

qualche modo attenuate, in alcune zone i soldati si erano limitati a controllare da lontano. Le forze ribelli avevano dunque conquistato terreno. Alcuni quartieri periferici e numerosi villaggi nella regione di Damasco si erano auto-proclamati «liberati». Di giorno una calma isolata e brevi blitz dell'eser-

scio è molto più grave di ciò che si riesce in qualche modo a individuare. Da almeno quattro giorni il regime ha deciso di fare piazza pulita dei gruppi della rivoluzione attorno alla capitale. È la fine di una fase. Dopo l'arrivo degli osservatori della Lega Araba nei giorni di Natale, le azioni repressive si erano in-

La Siria lancia il peggior attacco sui ribelli: 70 morti

Bombe alle porte di Damasco. È l'offensiva più dura dall'inizio della rivolta

La Lega araba rinvia la decisione sulla missione sospesa per le violenze

I carri armati hanno bombardato anche i sobborghi di Damasco. Si combatte senza esclusione di colpi alle porte della capitale. La giornata di ieri sarà ricordata come la peggiore dall'inizio dell'avolta contro il regime e del presidente siriano Bashar al-Assad. Il bilancio, provvisorio, è di almeno 66 morti, di cui 26 civili nelle province di Idlib (nel nord-ovest del paese), Dama (sud), Homs (centro), Hama (sud), nella regione di Damasco e nella capitale. Il Paese è a ferro e fuoco mentre è in corso l'offensiva difensiva dal capo dell'Osservatorio siriano per i diritti umani, la «più intensa vicino alla capitale» dall'inizio delle proteste. Il regime, «determinato a ristabilire l'ordine», ha condotto un'operazione militare che un portavoce del diserto ha definito «senza precedenti» anche perché viene usata

la «l'artigianeria pesante».

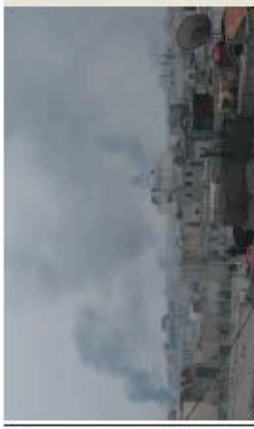
L'esercito siriano punta a riprendere il controllo dei sobborghi a est della capitale, dove i disertori armati stanno crescendo in termini di forze e capacità di attacco. Secondo quanto riferiscono gli attivisti, l'esercito ha dispiegato decine di carri armati e veicoli blindati nell'area. E decine di famiglie di etezone e attaccate dalle truppe (Kfar Batna, Hammo uriyeh e Ein Tarma) stanno lasciando le aree in questione a caccia di maggiore sicurezza. Video amatoriali pubblicati sul web mostrano donne e bambini fuggire appesi a con borse piene di effetti personali,

sullo sfondo colpi di arma da fuoco. Ora che la missione degli osservatori della Lega araba è stata sospesa e che la crisi

si riprova approdando alle Nazioni Unite, ha aggiunto Rahman, «il regime sta tentando di finire militarmente la rivol-

ta», spiega il capo dell'Osservatorio Ramzi Abdul Rahman. Gli occhi sono ora puntati sul Palazzo di vetro. Ma i ribelli sogneranno capire che decisione prenderà anche la Lega araba. I vertici dell'organizzazione hanno precisato che domenica prossimo, 5 febbraio, si deciderà se rilanciare o ritirare la missione di osservatori in Siria e hanno sostenuto di sperare che Mosca e Pechino smetteranno di difendere il presidente Assad, impedendo una sua uscita di scena.

Secondo quanto riferito dal segretario generale della Lega araba, Nabil el-Arabi, che domani parlerà all'Onu la proposta della Lega araba, gli osservatori rimasti a Damasco resteranno nella capitale siriana fin quando non sarà stato deciso cosa dovranno fare. La sospensione della missione è stata criticata dalla Siria che ha detto di ritenere lo stop un modo per «esercitare pressioni» sul Consiglio di sicurezza «al fine di chiedere un intervento internazionale».



ASSALTO

Colonne di fumo si alzano dai sobborghi della capitale siriana Damasco. Un attivista: «I carri armati sparavano ogni dove con le loro mitragliatrici» (Reuters)

L'Unita (Italie / Italy)

Siria, scontri feroci alle porte di Damasco

DAMASCO

Sessantasei morti ieri Siria, di cui 26 civili: lo ha riferito l'Osservatorio siriano per i diritti dell'uomo, aggiungendo che gli scontri più violenti sono stati quelli più vicini alla capitale. «Assad si prepara a importanti combattimenti nella provincia di Damasco», ha detto il capo dell'Osservatorio Rami Abdel Rahmane. «Determinato a ristabilire l'ordine», il regime ha condotto un'operazione militare che un portavoce dei disertori ha definito «senza precedenti» anche perché è stata usata «l'artiglieria pesante»: duemila soldati appoggiati da 50 carri armati modernissimi e da blindati.

Intanto le diplomazie si muovono, anche se molto più lentamente dei cingolati. La

Lega araba riunirà domenica 5 febbraio al Cairo i suoi ministri degli Esteri per valutare il futuro della missione dei suoi osservatori, sospesa sabato a causa della recrudescenza delle violenze. Il dilemma è se ritirarla definitivamente o rilanciarla, vista la scelta di Assad di insistere in una escalation del sangue. Damasco ha dichiarato di considerare un ritiro della missione degli osservatori un modo per fare pressione sul Consiglio di Sicurezza dell'Onu, convocato per domani, e ottenere un intervento militare internazionale, finora impedito dall'opposizione di Russia e Cina, sostenitori del regime siriano. Anche Washington cambia marcia: il segretario di Stato Hillary Clinton sta pensando di andare anche lei all'Onu per far valere tutto il suo peso. [M. VER.]



Opositores sirios trasladan el cadáver de un joven fallecido durante los enfrentamientos en Baba Amro, cerca de la ciudad de Homs. / REUTERS

La revolución llega a las puertas del tirano

● El levantamiento contra Asad se extiende a Damasco en un fin de semana sangriento



EL MUNDO

Viene de primera página

«Damasco y Alepo se están levantando. Estamos hablando de ciudades que hasta el momento habían permanecido leales al régimen de Bashar Asad». La opositora independiente Ragida Hassan confirmaba ayer con entusiasmo la extensión de las revueltas a los alrededores de la capital siria y a otras zonas que en estos casi 11 meses apenas habían desafiado a la dictadura por la vía de las armas.

«La fuerza revolucionaria está creciendo. Son señales muy positivas», proclamaba orgullosa Ragida, durante la enésima jornada sangrienta que acabó cobrándose al menos 26 víctimas mortales sólo en los suburbios de la capital. En todo el país, entre el sábado y el domingo, organizaciones de derechos humanos calculan que la cifra

de fallecidos superó con seguridad el centenar.

Las muertes no se produjeron únicamente entre la población civil, sino que también mermaron las tropas de Asad. La agencia estatal Sana informó ayer de la desaparición de 24 militares, entre ellos seis regulares que se vieron sorprendidos por la explosión de una bomba junto al autobús en el que viajaban al sur de Damasco. Según el Observatorio Sirio de Derechos Humanos, fueron 18 los soldados fallecidos como consecuencia de dos ataques llevados a cabo por desertores en la provincia de Idlib.

La víspera, el régimen había homenajado a otros 28 miembros de las fuerzas de seguridad caídos durante los choques violentos de los últimos días. La agencia Sana atribuyó su asesinato a acciones de «grupos terroristas armados» en Homs, Hama, Deraa, Deir al Zor y las afueras de Damasco.

En los suburbios del este de la capital se libraban ayer batallas desatadas por la reciente intensificación de las protestas y la brutal represión de las mismas. Opositores sirios refugiados en Beirut interpretaban el panorama como el principio de una nueva fase de castigo a la revuelta por parte de los leales a Asad.

Entre las zonas que ya han caído en manos de los rebeldes están Zahadani y Saqba, en los alrededores de Damasco. «Y Duma, también en las afueras, está a punto de caer»,

auguraba la opositora Ragida, satisfecha por las noticias como probablemente lo estaban también los demás exiliados al vecino Líbano, que llevan desde el pasado marzo esperando la caída del tirano. «El Ejército Libre Sirio protege a los manifestantes», explicaba. «Hay una fuerte compenetración entre los soldados que anuncian su deserción del ejército regular y los manifestantes pacíficos».

Pero las tropas de Asad lanzaron ayer un contraataque para recuperar el terreno perdido. Los vehículos blindados, contundente respaldo a los 2.000 hombres armados del presidente, avanzaron sobre el entorno de la capital para tomar parte en la ofensiva en la citada Saqba y también en Hammouriya y Kfar Batna.

Con ese movimiento trataban de dispersar a los combatientes que previamente habían tomado el control de varios distritos situados a pocos kilómetros del corazón del poder sirio. «Es una guerra urbana», confirmó a Reuters un activista atrincherado en Kfar Batna. «Hay cadáveres en las calles», relató.

La multiplicación de la violencia y de las protestas contra Asad coincidió con la suspensión de la misión de los 165 observadores de la Liga Árabe. Tras anunciar el sábado la congelación de los trabajos de los expertos en territorio sirio, el secretario gene-

La visión del régimen de Asad

► El régimen sirio insiste en que milicias respaldadas desde el extranjero han acabado con la vida de 2.000 hombres de sus fuerzas de seguridad. Por su parte, la ONU alega que estas fuerzas han matado a 5.000 personas desde que comenzaron las revueltas, en marzo de 2011.

► La última aparición pública del presidente sirio, Bashar Asad, tuvo lugar el pasado 10



Humo sobre los suburbios de Damasco. / REUTERS

de enero, cuando anunció que acabaría con todos los «terroristas» del país, así como la celebración de un referéndum en marzo sobre una nueva Constitución.

ral del organismo, Nabil Arabi, se dirigió a Nueva York con un nuevo objetivo: buscar apoyo al plan de paz propuesto la semana pasada. La iniciativa, rechazada desde el comienzo por el régimen, defiende la creación de un Gobierno de unidad nacional que incluya tanto miembros del Gabinete de Asad como a algunas figuras de la oposición.

En la sede de Naciones Unidas está previsto que se reescriba una resolución para condenar la feroz represión de las revueltas. Rusia y China, miembros permanentes del Consejo de Seguridad, probablemente vetarán cualquier resolución que imponga nuevas sanciones a la dictadura.

Respaldado por su aliado iraní, el régimen de Damasco rechaza cualquier intervención internacional en la crisis. La agencia Sana citó ayer al ministro de Asuntos Exteriores iraní, Ali Akbar Salehi, advirtiendo de que la situación debe resolverse de forma pacífica y sin la participación de potencias extranjeras. «Las presiones internacionales contra Siria pueden llevar a consecuencias negativas y temblores en toda la región», aseguró.

ORBYT.es

► Serene Assir analiza la revuelta contra el régimen sirio.

ABC (Espagne / Spain)



REUTERS

Guerra civil en Siria

Damasco también se rebela

La crisis siria roza ya la categoría de guerra civil. El abandono de la misión de observadores de la Liga Árabe —decidida a llevar el caso al seno de la ONU tras salir de un país incapaz de garantizar la seguridad de su delegación— no ha hecho sino aumentar la crudeza del enfrentamiento que libran el Ejército y unos rebeldes cada vez mejor armados y organizados. Al centenar de víctimas del pasado sábado hay que sumar las decenas de muertos que ayer se registraron en diversos puntos de Siria, cuya capital, Damasco, también fue escenario del choque entre fieles y opositores de Bachar al-Assad. La desertión en masa de soldados del Ejército ha permitido a los rebeldes reforzar su posición militar y, además de mantener sus bastiones de las provincias de Hama y Homs, de nuevo castigadas por la artillería del régimen, aproximarse a Damasco, donde ayer libraron duros combates con las tropas del presidente Al-Assad. **[INTERNACIONAL]**



REUTERS

A la izquierda, columnas de humo al este de Damasco. Arriba, funeral por una de las víctimas de la represión en Homs. Sobre estas líneas, un desertor del Ejército ondea la bandera rebelde en un barrio de la capital

ABC (Espagne / Spain)

Rebelión a las puertas de Damasco

- Los barrios bajo control opositor están cercados por el Ejército, que emplea tanques y armamento pesado
- En Túnez, Egipto y Libia el control de la capital fue clave para el triunfo de la revolución

MIKEL AYESTARAN
ENVIADO ESPECIAL
A DAMASCO



Los accesos a Damasco están vigilados por el Ejército, que ha establecido puestos de control donde se forman colas kilométricas. Después de diez meses de protestas la revuelta se ha hecho fuerte en los barrios de la periferia de la capital y el régimen trata de sofocar el levantamiento con una operación a gran escala en la zona este en la que, según activistas de la oposición consultados, «emplean tanques y artillería pesada». Así ocurrió desde primera hora de ayer domingo.

«No sabemos los muertos y heridos que hay, es imposible mostrar lo que ocurre al mundo porque las zonas están acordonadas, han cortado las comunicaciones, la electricidad...» apunta un joven opositor que trata por todos los medios junto a un grupo de amigos de llevar medicinas a los lugares afectados.

¿Es el inicio de la batalla por Damasco?, les preguntamos. «Son días clave, los seguidores del régimen tienen dudas y ya no muestran su apoyo de la forma tan efusiva que lo hacían antes, saben que las informaciones sobre excesos de las fuerzas de seguridad son ciertas y empiezan a ver cómo sus vecinos perdemos el miedo a hablar y pedir libertad», señala una joven activista de Harasta, otro bastión opositor de la periferia, que pien-



En la imagen, funeral de un opositor en un suburbio de Damasco

REUTERS

sa que «el final está próximo, pero todavía pueden hacer mucho daño».

Los combates entre el Ejército regular y los distintos grupos armados que componen el Ejército Libre Sirio (EJS) se centran en la zona de Ghouta oriental, al este de la capital, en los distritos de Saqba, Hammouriya y

Kfar Batnba. Allí «suenan las explosiones y disparos», según los activistas consultados, que hablan de «combates calle por calle» y todos los accesos están bloqueados. Testigos consultados por la agencia Reuters gracias a telefonía satélite describieron que en lugares como Saqba «las mezquitas están llenas de heridos, hacen de hospitales y no hay electricidad».

Las únicas bajas confirmadas del día fueron los seis soldados que perdieron la vida el sábado cuando el autobús en el que viajaban fue atacado por «un grupo de terroristas», según la agencia oficial Sana, que informó también de los funerales celebrados durante la jornada por otros 23 solda-

dos. La oposición denunció la muerte de al menos 19 personas, al menos dos de ellas niños, pero cuando se abra el acceso a las zonas donde han tenido lugar operaciones esta cifra podría aumentar.

Desde los medios oficiales apenas se hizo hincapié en la operación militar que funcionarios del régimen consultados englobaron dentro de «las labores habituales de las fuerzas de seguridad por establecer el orden» y acusaron a los medios occidentales y árabes de magnificar los hechos para aumentar la presión internacional sobre el régimen.

►►

Militares fallecidos
Seis militares murieron,
según la agencia oficial
Sana, en un «ataque
terrorista» llevado a cabo
por opositores

ABC (Espagne / Spain)

Pintadas

«¡Viva la revolución!» y otras pintadas pidiendo la caída del régimen son cada vez más frecuentes en barrios damascenos

»»»

Dentro del casco urbano de Damasco la revuelta carece de armas y las manifestaciones esporádicas se multiplican en barrios como Jobar, Al Qaboun, Barzah Al Balad, Al Midan o Rokn Ad Dien. Grafitis en las paredes pidiendo la caída del régimen, o lanzamiento de globos con eslóganes como «¡viva la revolución!» comienzan a ser acciones cada vez más habituales pese al férreo control de los agentes de seguridad. «Hasta ahora los damascenos lo veíamos todo por la tele, parecía algo lejano, pero ahora nos damos cuenta de que ya está aquí y esto nos da mucho miedo», confiesa la dueña de una agencia de turismo que ha decidido enviar a sus hijos a Líbano ante la escalada de tensión.

Limpieza de «terroristas»

El régimen parece dispuesto a cumplir con las palabras del ministro de Interior, Mohamed Shaar, que en un encuentro con familiares de agentes de la seguridad caídos en los últimos meses -más de dos mil, según el régimen- advirtió que «las fuerzas de seguridad están determinadas en restablecer el orden y la seguridad y limpiar el territorio de delincuentes». Estos «delincuentes» serían los miembros del ESL cuya presencia ha ido creciendo de forma progresiva en los alrededores de la capital donde en los últimos días habían llegado a establecer puestos de control e izado la bandera verde, blanca y negra de la Siria anterior a la llegada del partido Baaz. En el interior de los distritos del territorio no está claramente delimitado y uno pasa en apenas unas calles de una zona bajo control del régimen, a otra bajo control opositor sin percatarse del cambio hasta que ve las banderas.

Como en Túnez, Egipto y Libia, el control de la capital del país es básico para el triunfo de las aspiraciones opositoras. El régimen es consciente y por eso trata de blindar Damasco en una semana crucial en la que la Liga Árabe y la Unión Europea presentarán un plan conjunto ante el Consejo de Seguridad de Naciones Unidas. El plan tiene como primer punto la dimisión del presidente Bashar al-Assad y la formación de un gobierno de unidad nacional, algo a lo que Rusia y China se han opuesto de forma tajante ya que piden una oportunidad para el plan de reformas propuesto por el presidente.



Un militar se protege entre sacos terreros en la ciudad de Dara, donde empezó la revolución

«¡Abajo el régimen!»

► En Dara, donde saltó la chispa revolucionaria, muchos no hablan. Otros ya han perdido el miedo

MIKEL AYESTARAN

ENVIADO ESPECIAL A DARÁ (SIRIA)

«¡Todos al minibus, vamos, vamos!». Los funcionarios del ministerio de Información están nerviosos. Un niño al grito de «¡abajo al régimen!» trata de atraer la atención de los cinco periodistas extranjeros que visitan la mezquita Al Omari, el lugar donde estalló la revuelta siria en marzo del pasado año cuando miles de personas secundaron una marcha para pedir la libertad de quince jóvenes encarcelados por escribir grafitis contra el sistema. Aunque el templo no está en el programa, los enviados del ministerio aceptan la sugerencia de los enviados especiales.

A las tradicionales visitas a la gobernación y a las ruinas del palacio de Justicia y el edificio de la televisión nacional, atacados durante los primeros días de manifestaciones, se le suma una parada de cinco minutos frente a la mezquita de piedra negra, epicentro de las protestas, que termina de forma abrupta por el temor a que se repita una escena como la vivida con los observadores de la Liga

Árabe que en pocos minutos fueron rodeados por una multitud.

Dara está en la frontera con Jordania, a unos cien kilómetros al sur de la capital, pero ya no hay camino seguro en Siria. Bandas criminales aprovechan el desconcierto para cometer robos y secuestros exprés, algo a lo que los ciudadanos sirios no estaban acostumbrados.

Taller de explosivos

A unos veinte kilómetros de nuestro destino final decenas de soldados toman posiciones en los alrededores de Khirbat al-Ghazali. «Se trata de una operación contra los insurgentes en una zona en la que ayer encontramos un taller en el que fabricaban explosivos», apunta el gobernador, Mohamed Jaled al-Hanuse, durante la recepción oficial que ofrece a la delegación internacional en un despacho decorado con fotografías de gran tamaño del actual presidente y sus fallecidos padre y hermano.

Como ocurre en Damasco, también en Dara los distritos de la periferia

Símbolos

La estatua de Al-Assad fue derribada en Dara el pasado marzo y casi todas sus fotos destruidas. Así siguen meses después

countan con importante presencia de la oposición. La gran diferencia es que el centro urbano aquí está absolutamente tomado por las fuerzas del orden. «No es Ejército, son efectivos de la seguridad», matiza un gobernador cuyo nombramiento en lugar de Faisal Khalthum, una de las exigencias de los manifestantes, no sirvió para sofocar las protestas.

El paseo oficial, escoltados por un vehículo de la Policía diplomática y otro todoterreno con hombres armados, discurre por una ciudad repleta de puestos de vigilancia. Los hombres, con chaleco, casco y uniforme verde oliva, se protegen detrás de sacos terreros en muchos de los cuales se aprecian impactos de bala. La estatua del anterior presidente en la plaza principal fue arrancada durante las manifestaciones de marzo y el pedestal sigue vacío. Las habituales fotografías de Bashar al-Assad y su padre que presiden lugares públicos y edificios oficiales en todo el país han sido destruidas en su mayor parte. Un detalle al que resta importancia un agente de la Policía local «porque al propio presidente tampoco le gusta que su imagen esté en todos lados, por eso tampoco pensamos en volver a colocar su estatua».

Antes de volver a Damasco el minibus se detiene cerca de una zona comercial. No es sencillo hacer entrevistas a pie de calle rodeados de miem-

ABC (Espagne / Spain)



MIKEL AYESTARAN

bros de las fuerzas de seguridad. Cuatro personas rechazan hacer cualquier declaración. El profesor Enad, de 34 años, acepta y asegura que «no hay problemas como tú mismo puedes ver, lo más importante es que se cumpla el guión de reformas marcado por el presidente». Un joven de 23 años licenciado en Informática habla pero lejos de la escolta. «¿Me puedo

fiar de que vas a traducir lo que te digo?», le pregunta al funcionario del ministerio. Toma aire y se desahoga: «mataron a mi padre, a dos hermanos y a un sobrino. Los únicos terroristas en Siria son ellos. La solución a nuestros problemas es la caída de Bashar al-Assad, no hay otra salida». Muchos han perdido el miedo. El régimen ha dejado de ser un tabú.



FLORENTINO PORTERO

TODO MENOS DEMOCRACIA

La revuelta popular contra la dictadura encabezada por la familia Al-Assad ha ido creciendo hasta convertirse en una guerra civil. La clave de su éxito radica en su base social, la comunidad suní, que aún siendo mayoritaria sufre la arbitrariedad de la minoría alaui, y en que un número importante de oficiales y soldados ha abandonado la disciplina militar para engrosar, ordenar y dirigir las milicias del hoy ya Ejército Libre de Siria. La Primavera Árabe mostró que era posible acabar con las dictaduras y muchos han asumido riesgos para lograrlo. Sin embargo no todos los que se oponen a un régimen autoritario son necesariamente demócratas.

Los Hermanos Musulmanes fueron durante décadas la organización social, política y religiosa más importante de Siria entre la comunidad suní, razón por la cual sufrieron una represión atroz. Todo apunta a que han logrado rehacerse y que, en el caso de que el régimen se desmorone, serán los grandes beneficiarios.

Si se confirmara esta hipótesis la crisis se habría resuelto en un pulso entre un régimen, el baasista, originalmente laicista pero que por debilidad ha acabado en manos de Irán, y el islamismo suní representado por su organización más carismática. Cuando las distintas iglesias cristianas se aferran al actual Gobierno es porque saben que les espera el mismo destino que a sus hermanos coptos, palestinos, maronitas, caldeos... si la Hermandad llegara al poder.

Siria es una pieza esencial para la estrategia iraní en el mundo árabe. Gracias a ella controlan Líbano y han asumido un relevante papel en Palestina. Perder esta pieza al tiempo que sufren las consecuencias de un cerco económico sería una humillante derrota. Para Arabia Saudí, Irán es la mayor amenaza a su seguridad y a la hegemonía suní.

Su gobierno se ha movilizado, convenciendo a Estados Unidos de que la estabilidad de la región pasa por un entendimiento con los «islamistas moderados» para, todos juntos, contener a Irán y derrotar a Al Qaida. Turquía ha dejado a un lado su calculado acercamiento a Irán para jugar un papel capital en el apoyo a la revuelta y en la formación, hasta ahora imposible, de un gobierno en el exilio. Su histórico papel en el islam suní ha llevado a Erdogan a un compromiso con los islamistas sirios para deponer al régimen baasista.

En este pulso lo único seguro es que no habrá democracia.

Publico (Portugal)

Oposição armada síria ocupa subúrbios de Damasco e Assad reforça número de tropas

Ana Gomes Ferreira

Há cada vez mais frentes de combate na Síria. O conflito começa a ser debatido hoje na ONU, mas prevêem-se longas negociações

● As Forças Armadas sírias atacaram ontem os subúrbios de Damasco tomados pelas tropas da oposição ao regime do Presidente Bashar al-Assad. Ao início as agências noticiosas falavam em 26 mortos em Ghouta, Saqba, Hammouriya e Kfar Batna.

Perante a aproximação das forças da oposição da capital, o Governo aumentou o número dos seus efectivos nos arredores de Damasco e reforçou o armamento. De acordo com a Reuters, dois mil soldados chegaram logo de manhã a estas zonas periféricas

da capital, assim como 50 tanques. Na semana passada, as tropas do regime tinham-se concentrado noutros subúrbios, em especial Douma, onde houve também uma tentativa das tropas opositoristas para ganhar o controlo da zona.

Segundo apurou a Reuters junto de fontes sírias, os dois mil soldados foram transportados em autocarros.

Um activista da oposição, que se quis identificar apenas pelo nome Raïd, disse que as mesquitas se estão a converter em hospitais, onde estão muitos feridos e são esperados ainda muitos mais. Acrescentou que a electricidade foi cortada.

O conflito na Síria trava-se desde Março, quando a população saiu à rua para pedir reformas democráticas no país e, depois, o fim do regime do Presidente Assad. A repressão dos protestos por parte das Forças Armadas do

Governo e os conflitos entre este e o Exército de Libertação da Síria (oposição) mataram mais de 5700 pessoas, 384 das quais crianças, segundo as Nações Unidas.

As investidas do Exército de Li-



Dois ataques distintos das forças da oposição mataram ontem 16 soldados do regime

bertação e uma série de milícias que actuam por conta própria têm vindo a intensificar-se em todo o país.

Ontem, 16 militares do regime foram mortos em dois atentados distintos, noticiaram a agência oficial Sana e o Observatório sírio dos Direitos Humanos. Dez destes militares morreram na explosão de uma bomba à passa-

gem dos veículos em que viajavam, em Kansafra, na região de Jebel al-Zaouia (Noroeste). Seis perderam a vida em Sahnaya, perto de Damasco, numa emboscada que a Sana atribuiu a “grupos terroristas”.

Na frente diplomática, estava previsto que a questão Síria chegasse ontem ao Conselho de Segurança (CS) da ONU em Nova Iorque. Representantes do Conselho Nacional Sírio (coligação de grupos da oposição) esperavam ter oportunidade de falar ao CS e pedir “protecção” para a população alvo dos ataques do Exército. Não foi detalhado como essa protecção se faria.

Hoje o CS começa a debater uma resolução árabe e europeia propondo uma saída para o conflito. Porém prevêem-se que as negociações sejam longas, já que o texto fala na deposição de Assad – cláusula que a Rússia, país com direito de veto, não aceita.

Liga Árabe pede saída de Assad

Síria

Uma delegação da Liga Árabe, liderada pelo secretário-geral Nabil al Arabi, partiu para Nova Iorque, onde vai propor ao Conselho de Segurança da ONU o afastamento do presidente sírio para suspender a escala de violência.

De acordo com a agência EFE, na reunião entre a Liga Árabe e o Conselho de Segurança da ONU, que deverá realizar-se amanhã, Nabil al Arabi vai tentar conquistar apoios para as

pretensões do organismo, que defende o afastamento do presidente da Síria, Bashar al-Assad, e a transferência dos seus poderes para o vice-presidente.

A Liga Árabe também convocou uma reunião urgente para o próximo domingo com os seus ministros dos Negócios Estrangeiros para discutir os próximos passos, depois do regime de Damasco ter aumentado a repressão no país. Ontem, o Exército da Síria lançou uma ofensiva para recuperar o controlo dos

subúrbios no extremo oriental de Damasco, que resultou na morte de pelo menos 66 pessoas, denunciaram activistas, citados pela Associated Press.

Também a Oposição ao presidente sírio apelou à intervenção da ONU, depois da Liga Árabe ter anunciado a suspensão dos trabalhos da missão de observadores.

O Conselho de Segurança não aprovou uma única resolução sobre a Síria desde que estalaram os protestos contra o regime de Assad, em Março de 2011. ■



Anti-government protesters carry the coffins of victims of clashes in Baba Amro, near Homs. Violence has escalated after the suspension of the Arab League mission

Assad launches offensive on rebels in Damascus suburbs

By Adrian Blomfield
Middle East Correspondent

SYRIAN forces shelled residential districts on the outskirts of Damascus yesterday as President Bashar al-Assad launched a major offensive to regain full control of his capital.

Opposition activists reported corpses littering the streets after advancing troops waged a relentless artillery barrage on four of the city's outlying districts; areas of which were said to have fallen back under the control of regime forces late last night. At least 19 people were said to have been killed, 14 of them civilians caught in the crossfire.

The latest deaths came days after Syria's 10-month uprising entered a particularly violent phase that some observers attributed to regime nervousness following a string of rebel gains in Damascus.

For the first few weeks of an Arab League observer mission, deployed last month, the Syrian armed forces showed relative restraint when compared with

the bloodletting that gripped the country in the autumn. Although hundreds of people were still killed after the monitors' arrival, the violence has escalated sharply, with nearly 250 deaths reported since last Tuesday – including at least 66 yesterday alone.

In protest at the rising death toll, the Arab League suspended its controversial monitoring mission over the weekend and officials at the body's headquarters in Cairo indicated that it was likely to be scrapped altogether. Nabil Elaraby, the league's secretary-general, arrived in New York yesterday to lobby the United Nations Security Council to adopt a resolution supporting an Arab peace plan that calls on Mr Assad to step down.

The Security Council is expected hold a debate on Syria this week, but Russia has indicated that it will veto any resolution that threatens sanctions or hints at regime change. Moscow's support for Mr Assad had appeared to waver towards the end of last year, but it has swung behind its old ally amid fears of revolutionary

contagion in the wake of pro-democracy protests in the Russian capital.

Brushing off international condemnation, Mr Assad has made a determined effort to reverse gains made by the rebel Free Syrian Army after government troops and tanks were withdrawn from the centre of some cities.

The regime's return to a strategy of force comes after the rebels seized control of satellite towns on the edge of Damascus, bringing them to within five miles of the city's historic centre.

Thousands of troops yesterday advanced a large mechanised infantry column into the Damascus suburbs of Saqba, Hammouriya and Kfar Batna, as well as the satellite town of Douma. The artillery onslaught was brutal and indiscriminate, according to the opposition.

"Houses were shelled at random and innocent civilians were killed in the streets," an activist in Kfar Batna said.

Mosques were turned into makeshift hospitals and electricity was cut off in all four areas. By nightfall, it appeared that

the operation had been largely successful, with army tanks being deployed in the central squares of Kfar Batna and Saqba. Regime forces also escalated an offensive in the resort town of Rankous, 20 miles north of the capital, which had similarly been taken over by rebels. At least 33 people have been killed in Rankous over the past three days, according to rights groups.

The government acknowledged that it had suffered losses of its own, claiming that 16 soldiers were killed yesterday.

Observers say that, although the rebels have been bolstered by army defections and battlefield successes, they appear too divided, poorly organised and weak to hold territory when pro-regime forces launch a counter-attack.

The opposition remains too weak to topple the regime, which still largely commands the loyalty of the military, political and business establishments. But Mr Assad also appears unable to end mass protests, despite resorting to the most brutal of tactics.

The Independent (Royaume-Uni / United Kingdom)

Battles rage near Damascus after Arab League suspends mission

Thousands of troops and tanks rushed to Syrian capital's suburbs in fierce crackdown on rebels

By CATRINA STEWART
in Jerusalem

The embattled Syrian regime moved thousands of its troops and tanks into suburbs on the edge of Damascus early yesterday in an effort to reclaim outlying districts from rebels, as fierce battles neared the capital for the first time.

The military offensive comes a day after the Arab League said it was suspending its controversial observer mission after its presence failed to stem the bloodshed in a nearly 11-month uprising that the United Nations estimates has cost at least 5,400 lives.

More than 50 tanks and personnel carriers, packed with 2,000 soldiers, rolled into the suburbs at dawn as the Assad regime tried to flush out rebels who have holed up in Sunni areas and set up checkpoints in the past week within striking distance of its seat of

power. At least 19 people were killed, and scores of residents were captured on video footage fleeing for Damascus as the areas came under heavy fire.

In addition to the assault on the Damascus suburbs of Arbeen, Jisreen, Saqba and Kfar Batna, there were also reports of heavy bombardments in the mountain town of Rankous, 20 miles north of the capital, where more than 30 people have been killed in recent days. Residents say thousands of troops have besieged the town since the middle of last week, trying to rout army defectors.

Activists, who said the death toll across Syria yesterday reached 66, including 26 civilians, claimed the majority of those killed in the fighting around Damascus were non-combatants. "It's urban war," one activist said. "There are bodies in the street."

Dissident fighters, mostly army defectors loosely banded under the banner of the Free Syrian Army, have grown increasingly bold in recent weeks, mounting potent attacks on government forces, and moving ever closer to the capital, which has until now es-

aped the large-scale protests and violence that has gripped other cities. The sheer size of the military offensive, which started on Saturday and escalated in the early hours of

Sunday morning, reflects President Bashar al-Assad's growing desperation to crush a once-peaceful uprising that now poses a grave threat to his rule. It also comes as diplomatic pressure on him to step aside intensifies, with the UN Security Council in discussions over the wording of a resolution condemning the ongoing violence, potentially paving the way for tougher sanctions.

Activists suggested that Mr Assad was fighting for his survival. "The fighting today is the most intense near the capital since the uprising began," said Rami Abdul-Rahman, who heads the British-based Observatory for Human Rights. "The Syrian regime is trying to finish the uprising militarily now that the case is being taken to the United Nations."

The Security Council, which held closed-door meetings on Friday to debate a draft resolution reflecting Arab League demands for Mr Assad to cede power, is divided. Russia, which wields a veto and has been unflinching in its support of the Syrian regime, is opposed to any resolution that calls for

the removal of Mr Assad, and which does not rule out military action, fearing another Libya-style intervention. Arab League Secretary General Nabil Elaraby and Qatari Prime Minister Hamid bin Jassim set off for New York yesterday to gather support for the League's initiative to end the crisis. Their proposals, which call for Mr Assad to step down and form a unity government, will be presented to the Security Council tomorrow. Syria has already rebuffed the initiative.

Meanwhile, the Arab League is to discuss the fate of its observer mission, accused of providing cover for the regime's abuses, on 5 February. In sharply worded comments on Saturday, Mr Elaraby accused the government of killing "innocent citizens," rejecting the regime's portrayal of those calling for Mr Assad's overthrow as foreign-backed "terrorists".

In suspending the mission, he said that the government had "resorted to escalating the military option in complete violation of [its] commitments" to stop the bloodshed and to withdraw its troops from Syria's urban areas.



"Syria's regime is trying to end the uprising militarily now that the case is being taken to the United Nations"

Le Journal de Montréal (Canada)

80 morts dans les affrontements

DAMAS | (AFP) Des violences d'une intensité sans précédent ont gagné plusieurs villes proches de Damas hier, alors que la Ligue arabe, dont la mission d'observation a été suspendue en raison de l'escalade, appelle l'ONU à l'aide pour mettre fin à plus de 10 mois de répression sanglante.

Sur le terrain, le bilan des violences a été particulièrement lourd hier avec 80 personnes tuées, dont la moitié sont des civils, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), portant le nombre de tués depuis vendredi à 175.

Les affrontements, particulièrement violents depuis mardi, ont poussé la Ligue arabe à suspendre samedi sa mission d'observation entamée le 26 décembre en accusant le régime du président Bachar al-Assad d'avoir « choisi l'escalade ».

Le secrétaire général de la Ligue arabe Nabil el-Arabi et le chef du Conseil national syrien (CNS) Burhan Ghalioun, qui réunit la quasi-totalité des courants de l'opposition, devaient se rendre à New York, espérant l'un et l'autre peser sur le Conseil de sécurité en faveur d'une intervention de l'ONU en Syrie.

Des affrontements plus près de Damas

Hier, des affrontements entre des déserteurs et l'armée régulière ont eu lieu dans des villes proches de Damas, à Ain Tarma, à environ 4 km de la capitale, et Kafar Batna, dans la même zone, selon le chef de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane.

Il s'agit des combats « les plus violents et les plus proches de Damas » depuis le début de la révolte à la mi-mars, a-t-il souligné. Jusqu'ici la capitale avait été relativement épargnée par la révolte contre le régime du président Bachar al-Assad qui secoue le pays depuis le 15 mars et a fait plus de 5 400 morts, selon des chiffres de l'ONU datant de début janvier.

Avant son départ pour l'ONU, M. el-Arabi, qui doit pré-



PHOTO REUTERS

■ **Des Syriens anti-Assad dénoncent la décision de la Russie d'opposer son veto à toute décision du Conseil de sécurité réclamant le départ d'Assad.**

senter le plan arabe devant le Conseil de sécurité mardi, a dit espérer « un changement de position » de la Chine et de la Russie « à l'égard du projet de résolution du Conseil de sécurité, qui devrait adopter le plan arabe ».

Les pays européens et arabes travaillent sur un texte appelant à un soutien international au plan défendu par la Ligue arabe, qui prévoit l'arrêt des violences et le transfert des pouvoirs du président Assad à son vice-président avant l'ouverture de négociations.

La Russie a condamné la suspension de la mission des observateurs, fustigeant les déclarations « irresponsables » des pays qui ont jugé les observateurs inutiles et le dialogue avec M. Assad impossible.

The Wall Street Journal (USA)



Antigovernment protesters carry coffins during a funeral for protesters killed in earlier clashes in Baba Amro, near Homs.

Syria Moves to Defend Damascus From Rebels

BY NOUR MALAS

Syria's government moved to defend the capital, the seat of President Bashar al-Assad's power, as its military fought rebel troops around Damascus for a third day on Sunday and activists reported significant military deployment across the city.

Rounds of fighting rocked at least four suburbs for most of the day, residents and activists said. In Douma, a suburb some 15 kilometers away from Damascus, armed fighters wrested control back from the military, while government forces broke a cease-fire they had agreed to last week in Zabadani, the first Damascus suburb to slip out of government control.

The sustained fighting appeared to indicate the government struggling to maintain control of some areas in the belt around Syria's largest city, 11 months into a conflict in which military and security forces had repeatedly crushed protests—and a gradually militarized opposition movement—in cities across the country.

Free Syrian Army. These fighters say they have obtained effective antitank missiles and are using guerrilla tactics to fight troops from elite military divisions reserved to defend the capital and president. The intensified fighting has caused dozens of deaths in the Damascus suburbs in the past two days.

The Arab League on Saturday suspended its monitoring mission in Syria, citing a spike in violence that hampered the missions' work. One activist group, the Syrian Revolution Coordinators Union, on Sunday said some 1,151 people have been killed since the monitors were deployed in the country in mid-December.

"We can finally say the military balance is starting to shift in our favor," a senior commander with the dissident army, stationed near Syria's border with Lebanon, said.

In a show of force by the armed opposition, dissident troops said they were positioned in a suburb no more than eight kilometers away from the presidential palace in Damascus. Their accounts cannot be independently verified, but op-

position fighters continued to fight the army into Sunday night.

While activists also reported tanks guarding central squares across Damascus and the sounds of shooting and explosions near the city center, residents in nearby parts of the capital said the streets appeared to be calm. "We are all on edge, and that's because we know the route the government has decided to take and now know that they're going to be facing tough resistance," one resident said by telephone.

A diplomat in Damascus said there was no fighting, or heightened military or security deployment, in the city's center. "There's certainly a lot of anticipation of an intense potential of military activity across the city, but nothing has cut into the center yet," the diplomat said.

Syria's government last week said it wouldn't give up a military campaign it has said is rooting out armed terrorists. Many activists in Syria's besieged cities of Homs, Hama, and Deraa—early opposition strongholds—said they feared they had become sidelined in what they

The Washington Post (USA)

Syrian uprising arrives at edge of capital city

GUNFIRE, SHELLING AUDIBLE IN DAMASCUS

Battle for suburbs shakes faith in Assad regime

BY LIZ SLY

DAMASCUS, SYRIA — The upheaval that has roiled much of Syria for the past 10 months is seeping its way into the heart of the country's capital, puncturing the sense of invulnerability that had until recently sustained confidence in the government's ability to survive the revolt.

On Sunday, security forces launched a major assault to reclaim suburbs just a short drive from the city center that had fallen under the sway of rebel soldiers fighting under the banner of the Free Syrian Army.

The sound of gunfire and shelling from a string of suburbs on the eastern edge of the city could clearly be heard in several central neighborhoods, residents said, bringing perilously close a conflict that had until recently been dismissed as a mostly rural, provincial phenomenon from which Damascus, President Bashar al-Assad's stronghold, would remain immune.

Activists said at least 10 people died in the offensive, among 32 killed Sunday across Syria as the government steps up its efforts to crush what is now, unmistakably, an armed revolt.

In one indicator that those who had once engaged in overwhelmingly peaceful protests now are fighting back, the official news agency, SANA, reported the funerals Sunday of 23 soldiers and police killed in the violence, as well as an attack on a bus in the Damascus suburb of Sahnaya in which six soldiers died.

Those deaths bring into the hundreds the number who have died in the past three days as the Syrian revolt, which threatens to become the bloodiest and most profound of all those in the region over the past year, appears to be lurching into a new and more dangerous phase.

Syrian revolt is seeping into capital, undermining sense of safety

SYRIA FROM AI

With the crisis closing in on the capital, a siege mentality is starting to take hold. Roads leading out of Damascus no longer are deemed safe because of the threat of ambush, and stories of bandits stalking the hills surrounding the city further add to the anxiety.

"We are surrounded," said a prominent Syrian journalist, who asked not to be named because of the sensitivity of the subject. "We can't drive north. We can't drive south. We can only go west, to Lebanon."

"What's happening is obvious," the journalist said. "You can see it. It's civil war. Everyone's trying to deny it but you can't hide from it."

Out of mind no more

For months, many Damascus attempted to tune out the unrest unfolding largely out of sight of their city's trendy cafes, upscale malls and traffic-clogged streets, aided by a government intent on convincing the world that an uprising cast as a foreign plot would be vanquished.

A recent visit to the city made clear the extent to which the revolt can no longer be ignored.

The power is off for two, or four, or six hours a day, depending on the wealth and loyalty of the neighborhood. The Syrian pound, which mysteriously sustained much of its value for many of the previous months, has plunged past the psychologically significant barrier of 70 to the dollar, from around 50 for much of the past year.

Prices are soaring, fuel is scarce, and lines form at gas stations as sanctions imposed by the United States and the European Union take their toll on the



Syrian soldiers who defected to join the Free Syrian Army join demonstrators protesting President Bashar al-Assad in the northern province of Idlib. Assad still holds the loyalties of the officer corps.

economy. A string of recent bombings targeting the security forces did more than anything else to burst the bubble. Concrete barricades have been erected around key security agencies and the homes of top officials, while soldiers in flak jackets and helmets peer out from sandbagged positions around important government facilities.

With fighting taking place within earshot of the president's

home and rumors flying of fresh defections within the ranks of the security forces, the government is looking weaker than at any point during the past 10 months, analysts say.

"We might be seeing that the regime is weaker than we thought," said Salmaan Shakib, director of the Brookings Doha Center in Qatar, who fears that a full-blown conflict could spill across the region before the international community has figured

out a way to respond to the crisis. "The diplomacy is struggling to keep up with what's happening on the ground," he said.

Activists on Sunday said they feared a civilian bloodbath, with Assad's forces intent on asserting their control by any means to preempt possible action this week at the U.N. Security Council. An Arab League mission to monitor the violence was suspended on Saturday because of the deteriorating security conditions, in-

terfering pressure on the wider international community to adopt a tougher response.

But diplomats and analysts here question whether the regime has the capacity to crush a revolt that is now encircling the capital.

In recent weeks, efforts by government forces to wrest back territory, in the violence-racked city of Homs and elsewhere across the increasingly uncontrollable north of the country, have contributed to a surge in bloodshed — but not yet a reversal of the rapidly encroaching armed insurgency.

Assad still holds the loyalties of the security forces, particularly the officer corps drawn mostly from his own Alawite sect. Diplomats in Damascus suspect, however, that defections among the rank and file are accelerating faster than had previously been thought, as soldiers deployed without leave on low pay for nearly a year find themselves drawn to the revolt.

A cease-fire agreement under which security forces were forced to withdraw from the town of Zabadani, 20 miles west of Damascus, leaving it in the hands of the Free Syrian Army, came about in large part because the government feared soldiers would defect in large numbers if they were forced to keep attacking the city, according to activists in the town and diplomats.

"In Syria, looking weak is a dangerous thing, and if they can't control the Damascus suburbs, they do look weak," said a Western diplomat.

No one can protest here

In the outskirts of old Damascus, where some of the first protests last year were quickly sup-

pressed, the talk is not of when the revolt will end but how bloody it will get — and what the finale will look like. According to the whispered confidences of merchants, support for Assad is eroding, and only fear of the pervasive security forces is deterring city residents from joining in the revolt.

"No one can protest here," said a man selling head scarves in the Midhat Pasha section of the souk. "Damascus is not like the rest of the country. Here the government is so strong. It is a security government."

But, he added, "people are so angry. It will come soon to Damascus."

"I used to be pro, but now I'm not," said another merchant, selling children's clothes deep in the warren of narrow alleyways where stall owners lament that they haven't had customers for weeks. "But you can't say you support the opposition or you will be arrested."

Assad can still count on support within Damascus, notably among the wealthy elite and the sizable minority belonging to the Alawite and Christian sects who worry they would be persecuted under a government controlled by the Sunni majority.

No longer do his staunchest loyalists sound quite so confident that the government will prevail, however.

"Really, it's very, very scary what is happening," said Samer, a 28-year-old banker, who is Alawite, as he sipped beer in a bar in the Christian quarter of the walled old city. "We are heading into the unknown."

AP/WideWorld



SYRIA

Russia stands strong with Assad as its last friend in Arab world

By VLADIMIR ISACHENKOV
ASSOCIATED PRESS

MOSCOW | Russia's defiance of international efforts to end Syrian President Bashar Assad's crackdown on protests is rooted in a calculation that it can keep a Middle East presence by propping up its last remaining ally in the region — and has nothing to lose if it fails.

The Kremlin has put itself in conflict with the West as it shields Mr. Assad's regime from U.N. sanctions and continues to provide it with weapons even as others impose arms embargoes.

Moscow's relations with Washington already have been strained over U.S. missile defense plans and other disputes, and Prime Minister Vladimir Putin seems eager to defy the U.S. as he campaigns to reclaim the presidency in March elections.

"It would make no sense for Russia to drop its support for Assad," said Ruslan Pukhov, head of the independent Center for Analysis of Strategies and Technologies. "He is Russia's last remaining ally in the Middle East, allowing it to preserve some influence in the region."

Moscow also may hope that Mr. Assad can hang on to power with its help and repay Moscow with more weapons contracts and other lucrative deals.

Observers note that even as it has nothing to lose from backing Mr. Assad, Moscow has nothing to gain from switching course and supporting the opposition.

"Russia has crossed the Rubicon," said Igor Korotchenko, head of the Center for Analysis of Global Weapons Trade.

Mr. Korotchenko said Russia always will be marked as the patron of the Assad regime regardless of the conflict's outcome, so there is little incentive to build bridges with the protesters.

The United Nations estimates that more than 5,400 people have been killed since the uprising began in

"If Assad's regime is driven from power, it will mean an end to Russia's presence."

— Fyodor Lukyanov, magazine editor

March.

"Russia will be seen as the dictator's ally. If Assad's regime is driven from power, it will mean an end to Russia's presence," said Fyodor Lukyanov, editor of the magazine Russia in Global Affairs.

Syria has been Moscow's top ally in the Middle East since Soviet times, when it was led by the incumbent's father, Hafez Assad. The Kremlin saw it as a bulwark for countering U.S. influence in the region and heavily armed Syria against Israel.

Although Russia's relations with Israel have improved greatly since the Soviet collapse, ties with Damascus helped Russia retain its clout as a member of the Quartet of international mediators trying to negotiate peace between Israel and the Palestinians.

After Bashar Assad succeeded his father in 2000, Russia sought to boost ties by agreeing to annul 73 percent of Syria's Soviet-era debt. In the mid-2000s, Mr. Putin said Russia would reestablish its place in the Middle East via "the Syria route."

Syria's port of Tartus is now the only naval base Russia has outside the former Soviet Union. A Russian navy squadron made a call there this month in what was seen by many as a show of support for Mr. Assad.

For decades, Syria has been a major customer for the Russian arms industries, buying billions of dollars worth of combat jets, missiles, tanks and other heavy weapons.

Unlike some other nations, such as Venezuela, which obtained Russian weapons on Kremlin loans, Mr. Assad's regime paid cash.

Youngsters show support for the Syrian regime and gratitude toward Moscow on Sunday in front of the Russian Embassy in Beirut. Russia has said it will use its Security Council veto to block any resolution threatening Syria.

Military launches offensive on outskirts of Damascus, killing 12

Defectors battle with Assad troops

By ZEINA KARAM
ASSOCIATED PRESS

BEIRUT | The Syrian military launched an offensive to regain control of suburbs on the eastern edge of Damascus on Sunday, storming neighborhoods and clashing with groups of army defectors in fierce fighting that sent residents fleeing and killed at

least 12 people, activists said.

Violence elsewhere in the country killed at least 17 more people, including six soldiers in a roadside bombing south of the capital.

But the heaviest fighting was focused in a belt of suburbs and villages on the eastern outskirts of Damascus, where government troops reinforced by dozens of tanks and armored vehicles battled with armed defectors who have grown increasingly bold, staking out positions and setting up checkpoints in recent days.

Some of the fighting on Sunday

was only two miles from Damascus, in Ein Tarma, making it the closest yet to the capital as President Bashar Assad's regime pushes to uproot protesters and dissident soldiers who have joined the opposition.

"There are heavy clashes going on in all of the Damascus suburbs," said Rami Abdul-Rahman, director of the British-based Syrian Observatory for Human Rights, who relies on a network of activists on the ground. "Troops were able to enter some areas but are still facing stiff resistance in others."

The 10-month uprising against Mr. Assad, which began with largely peaceful demonstrations, has grown increasingly militarized recently as more frustrated protesters and army defectors have taken up arms against the regime.

The assault on the suburbs seemed to be a sign of the growing presence of dissident soldiers closer to Damascus, and the regime's rising concern about the situation.

Although the tightly controlled capital has been relatively quiet since the uprising began, its outskirts have

witnessed intense anti-regime protests and army defectors have become more visible and active in the past few months.

The military has responded with a withering assault on a string of Damascus suburbs in a bid to stamp out the resistance.

That has led to a spike in violence that has killed nearly 100 people since Thursday.

The rising bloodshed has added urgency to new attempts by Arab and Western countries to find a resolution to the 10 months of violence.

New York Times – International Herald Tribune (USA)

Arab League suspends its mission in Syria

RANKOUS, SYRIA

Situation too dangerous, bloc says, accusing state of escalating bloodshed

BY KAREEM FAHIM AND NADA BAKRI

The Arab League has suspended its monitoring mission in Syria, saying that a harsh new government crackdown made it too dangerous to proceed and was resulting in the deaths of innocents across the country.

The head of the Arab League, Nabil al-Arabi, said in a statement Saturday that after discussions with foreign ministers, the 22-member body had come to its decision because of "a severe deterioration of the situation and the continued use of violence." He blamed the Syrian government for the bloodshed, saying it had decided "to escalate the military option."

A final decision about the mission is due in the coming days.

The suspension came after days of bloody civil conflict in cities across Syria, leading to criticism of the observers' effectiveness, as they traveled to the edge of neighborhoods racked by violence in recent days, only to be turned back.

Their hesitation outside Rankous on Saturday, a town emptied of people after five days of clashes and government shelling, seemed to encapsulate the shortcomings of a mission accused by government opponents of providing cover to President Bashar al-Assad's crackdown.

Warned by army officers that insurgents could use explosives against them, a driver working with the observers refused to drive their heavily armored Mercedes into town.

Opposition activists in Rankous said they would have welcomed the visit. Despite the criticisms, the observers, with offices in several cities, were often the only outside witnesses to fighting that the United Nations said has killed more than 5,400.

Jaafar Kibeida, one of the Arab League observers, said he feared any restraint the government had shown in their presence would now vanish.

"I guess they will take a firm hand now," he said. "There will be a heavy crackdown."

The opposition Local Coordination Committees said at least 78 people were killed across the country on Saturday, including more than 20 people in the on-going bloodshed in the central Syrian city of Homs. The group, whose estimates could not be confirmed, said that the security forces opened fire on a demonstration in Aleppo, marking a second day of violence in a city that had been relatively calm.

Arab League observers and Syrian officials said at least 26 soldiers had been



Abu Khaled, center, defected from the Syrian Army to be part of the opposition Free Syrian Army. "If all the civilians leave, we will leave," he said in his hometown, Rankous.

killed on Friday and Saturday, including many fighting in the Damascus suburbs.

The Syrian military began an offensive Sunday to regain control of suburbs on the eastern edge of the capital, fighting battles with army defectors that sent residents fleeing and killed at least three civilians, The Associated Press reported from Beirut, citing the Syrian Observatory for Human Rights.

Violence elsewhere in the country Sunday killed at least 17 more people, including six soldiers in a roadside bombing south of the capital, The A.P. reported.

The beginnings of the Arab League monitoring mission, more than a month ago, emboldened protesters but ultimately did little to stanch the violence.

On Saturday morning, on what may have been one of their final forays in Syria, Arab League observers traveled to the edge of Rankous, a defiant city near the Lebanese border that has withstood repeated incursions by the army, according to residents.

On the approach to the city, after the

observers had gone, four families were seen driving out of town on Saturday, in minivans packed with belongings and children. They said it was a ghost town, where all but about 60 families out of 23,000 residents had fled.

Men in a town square pointed to the distance, where three tanks were moving in a valley below. They said the army, which surrounded the town, had been shelling for days and all of Friday night.

Some who stayed behind said they did not have the money to move.

Now, the local bakery was open once a week. Cooking gas was smuggled in from nearby towns. Vegetables had disappeared from the stores. The streets were empty except for a small group of army defectors, led by a soft-spoken 33-year-old man who said they had come to defend the protesters and residents.

He used a nom de guerre, Abu Khaled, and said he was a former army lieutenant. His previous posts had included a stint guarding a checkpoint outside the Baba Amer neighborhood in Homs, a fo-

"I guess they will take a firm hand now. There will be a heavy crackdown."

cal point of resistance to the government.

There, he said, he saw soldiers level anti-aircraft guns at houses and heard accounts of atrocities, including the killing of a woman and a child by an officer, "to teach the neighborhood a lesson," he said.

He and his men defected together, in December, taking their weapons to Rankous, Abu Khaled's hometown. They said they were there as part of the Free Syrian Army, the loosely organized confederation of militias that is opposing Mr. Assad's forces.

"If all the civilians leave, we will leave," Abu Khaled said. "We will go to other places where people are vulnerable."

About an hour after reporters arrived,

shelling and heavy machine gun fire could be heard. The defectors said tanks were ringing the town, and snipers were posted on surrounding hills.

Bullets whistled by a house where they had taken up positions. The shelling got closer. One defector was shot in the leg.

At a checkpoint outside Rankous, army soldiers talked about their own trials, saying they had been on duty, without a break, for seven months. Seven of their colleagues had been killed by the defectors, they said.

"We're facing disobedience," Lt. Raed Ammar said. "We can't stay silent."

By nightfall, at a spot on the edge of the town where observers had visited in the morning and seen little, several tanks had moved onto a hill, tightening a cordon around Rankous.

Nada Bakri reported from Beirut. Huswaida Saad contributed reporting from Rankous and an employee of The New York Times from Beirut.

Jerusalem Post (Palestine occupée / Occupied Palestine)

19 killed in Syria as violence reaches Damascus suburbs

Bloodshed also reaches major city of Aleppo
• *Hamas denies it is leaving Damascus HQ, but reports say it dispersed anti-Assad rally in Gaza*

• By OREN KESSLER

Syrian soldiers killed 19 people in fighting to retake Damascus suburbs from rebels on Sunday, activists said.

A day earlier, the Arab League suspended its monitoring mission because of mounting violence.

Late Saturday night, Hamas denied reports it would be abandoning its headquarters in Damascus, after news emerged on Friday that the Islamist group had squashed protests in Gaza against Syrian President Bashar Assad.

Around 2,000 Syrian soldiers in buses and armored personnel carriers, along with at least 50 tanks and armored vehicles, moved at dawn into the Ghouta area on the eastern edge of Damascus to reinforce an offensive in the suburbs of Saqba, Hammouriya and Kfar Batna, activists said Sunday.

The army pushed into the heart of Kfar Batna and four tanks were in its central square, they said, in a move to flush out rebels who had taken over districts just a few kilometers from Assad's center of power.

"It's urban war. There are bodies in the street," said one activist, speaking from Kfar Batna. Activists said 14 civilians and five insurgents from the rebel Free Syrian Army were killed there and in other suburbs.

The Arab League suspended the work of its monitors on Saturday after calling on



SMOKE RISES from Erbeen near Damascus yesterday after Syrian troops launched an assault to recapture it from rebels. (Reuters)

Assad to step down and make way for a government of national unity. It said Arab foreign ministers would discuss the Syrian crisis on February 5.

Arab League chief Nabil Elaraby left for New York on Sunday, where he will brief representatives of the UN Security Council on Tuesday to seek support for an Arab peace plan that calls on Assad to step aside after 10 months of protests. He will be joined by Qatari Prime Minister Sheikh Hamad bin Jassim al Thani, whose country heads the league's committee charged with overseeing Syria.

Speaking shortly before he

left Cairo for New York, Elaraby said he hoped to overcome resistance from China and Russia over endorsing the Arab proposals.

"There are contacts with China and Russia on this issue," he said.

Syria's insurgency has been gradually approaching the capital, whose suburbs – a series of mainly conservative Sunni towns bordering old gardens and farmland – are home to the bulk of Damascus's population.

The Damascus suburbs have seen large demonstrations demanding the removal of Assad, a member of the minority Alawite sect that has dominated the mostly

Sunni country for the last five decades. On Friday, activists said 10 people had also been killed while demonstrating in Aleppo, Syria's second-largest city, which has remained largely quiet until now.

In Rankous, 30 km. north of Damascus by the Lebanese border, Assad's forces have killed at least 33 people in recent days in an attack to dislodge army defectors and insurgents, activists and residents said Sunday.

Rankous, a mountain town of 25,000 people, has been under tank fire since Wednesday, when several thousand

See SYRIA, Page 10

SYRIA

Continued from Page 1

troops laid siege to it, they said.

France, which has been leading calls for stronger international action on Syria, said the Arab League decision highlighted the need to act.

"France vigorously condemns the dramatic escalation of violence in Syria, which has led the Arab League to suspend its observers' mission in Syria," the Foreign Ministry said. "Dozens of Syrian civilians have been killed in the past days by the savage repression taken by the Syrian regime... Those responsible for these barbarous acts must answer to their crimes."

The Arab League mission was sent in at the end of last year to observe Syria's implementation of a peace plan, which failed to end the fighting. Gulf states withdrew monitors last week, saying the team could not stop the violence.

The United Nations said in December more than 5,000 people had been killed in the protests and crackdown.

On Friday, the UN Security Council discussed a European-Arab draft resolution aimed at halting the bloodshed. Britain and France said they hoped to put it to a vote next week.

Russia joined China in vetoing a previous Western draft resolution in October, and has said it wants a Syrian-led political process, not "an Arab League-imposed outcome" or Libyan-style "regime change."

On Saturday a spokesman for Hamas denied the Islamist group would be leaving Damascus due to the unrest there.

"Hamas has not taken any decision to leave Syria, and we are still there," Fawzi Barhoum told AFP, adding that the visible movement of Hamas officials out of Syria is related to inter-Palestinian political reconciliation.

A Palestinian official in Gaza City told AFP that Hamas was not going to close its Damascus bureau, but said "for reasons of security some leaders may feel obliged at times to leave the country."

Back-and-forth reports have circulated for months whether or not Hamas has decided to close the bureau in Damascus, which was established after Jordan banned the group and exiled its leaders in 1999. Hamas leader Khaled Mashaal visit-

ed Amman on Sunday for a meeting with Jordan's King Abdullah that has been described as an attempt at reconciliation between the Islamist group and the Hashemite Kingdom.

On Friday, diplomatic and intelligence sources said Mashaal has effectively abandoned his headquarters in the Syrian capital.

"Mashaal is not staying in Syria as he used to do. He is almost out all the time," said a diplomat in the region who spoke on condition of anonymity.

A regional intelligence source, who also did not wish to be identified, said: "He's not going back to Syria. That's the decision he's made. There's still a Hamas presence there, but it's insignificant."

Analysts say Mashaal was embarrassed by Assad's violent crackdown, with more than 5,000 people reported killed. Many victims of the security forces have been Sunni and allied to the Muslim Brotherhood, whose support Mashaal relies on.

The sources said Mashaal would not publicly shut down the political headquarters of Hamas in Syria, where it has long been hosted by Assad and by his father before him.

"In the past month he may have only stayed five days in Syria and the rest he spent in Qatar, Turkey and Egypt," said the diplomat. "But he did not close the headquarters in Syria in full and there are some Hamas officials still there. Our belief is that Hamas will not announce a departure from Syria even if it happened," the diplomat added.

Arabic media reported Saturday that the Hamas rulers of Gaza had broken up an anti-Assad rally in the Strip this weekend.

The London-based daily *Asharq Alawsat* reported Hamas security forces "forcefully" dispersed a pro-Syrian opposition protest in Gaza City just days before Hamas Prime Minister Ismail Haniyeh is expected to head to Syria's ally Iran.

Haniyeh is scheduled to visit Tehran this week. Hamas is backed by the Islamic Republic – which also backs Syria and Hezbollah as part of a regional alliance – and Hamas does not want to be seen as putting the so-called "resistance" alliance in jeopardy.

Jerusalem Post staff and Reuters contributed to this report. •

Violences sans précédent aux abords de Damas

Révolte La Ligue arabe et l'opposition à l'ONU.

Des violences d'une intensité sans précédent ont gagné hier plusieurs villes proches de Damas, le bilan a ainsi été particulièrement lourd avec 80 personnes tuées, dont la moitié sont des civils, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), portant le nombre de tués depuis vendredi à 175.

Des affrontements entre des soldats rebelles et la milice régulière ont eu lieu dans des villes proches de Damas, à Ain Tarmanet et Kafar Batna, selon le chef de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane. Il s'agit de combats « les plus violents et les plus proches de Damas » depuis le début de la révolte à la mi-mars, a-t-il souligné. Les chars entrés à Kafar Batna sont ultramodernes, a-t-il ajouté précisant que « le régime se prépare désormais à d'importants combats dans la province de Damas ».

L'intensification des combats près de Damas a également été notée par le porte-parole de l'Armée syrienne

quartier de Bab Qhli et dix autres dans celui d'Arbaïn », a indiqué Mokarramad A. Boukhalid, un militant. En tout, 40 civils ont été tués par balles hier, 5 dans la province d'Idlib, 2 à Jassem, 14 – dont un enfant de 9 ans – à Horns, 12 à Hanna et dans sa région – dont huit par des tirs à la mitrailleuse lourde dans le village de Traismeh –, 6 près



Les violences inédites aux abords de Damas ont fait de nombreuses victimes. Surf.com/AF/P

de Damas, et un à Damas dans le quartier de Joubar par des tirs sur des funérailles, selon l'OSDH.

Par ailleurs, 26 soldats ont été tués dans trois attaques différentes, 9 rebelles ont trouvé la mort ainsi que 5 membres des forces de sécurité, selon la même source.

Signalons que jusqu'à la capitale avait été relative-

ment épargnée par la révolte contre le régime de Bachar el-Assad.

La Ligue arabe veut convaincre Moscou d'endosser son plan

Sur le plan diplomatique, le secrétaire général de la Ligue arabe Nabil el-Arabi et Burhan Ghalioun, le chef du Conseil national syrien (CNS), qui réunit la quasi-totalité des courants de l'opposition, se sont rendus à New York espérant l'un et l'autre peser sur le Conseil de sécurité en faveur d'une intervention de l'ONU en Syrie. Avant son départ pour l'ONU, M. Arabi a dit espérer « un changement de position » de la Chine et de la Russie, « à l'égard du projet de résolution du Conseil de sécurité, qui devrait adopter le plan arabe ».

Signalons que les pays européens et arabes travaillent sur un texte appelant à un soutien international au plan défendu par la Ligue

Des Kurdes en faveur d'un référendum en cas de chute du régime

Des représentants de la communauté kurde de Syrie se sont prononcés en faveur de la tenue d'un référendum, en cas de chute du régime, pour déterminer leur place dans la société, la majorité refusant cependant une autonomie aussi large que leurs frères irakiens.

Quelque 210 Kurdes syriens venus de 25 pays ont participé à une conférence sur la situation dans leur pays, à Erbil, au Kurdistan irakien, une région bénéficiant d'un statut d'au-

Le CCG et la Turquie appellent Damas à accepter le plan de la Ligue

Nous « pressions le gouvernement syrien d'honorer sans délai ses engagements et ses obligations dans le cadre de l'initiative de paix de la Ligue arabe », ont souligné dans une déclaration les ministres des Affaires étrangères de la Turquie et du Conseil de coopération du Golfe (CCG), réunis à Istanbul. Aucun progrès n'a été enregistré concernant l'initiative de paix arabe, « un grand parti du fait de

La mission des observateurs suspendue en raison des violences

La mission d'observation de la Ligue arabe en Syrie a été suspendue samedi en raison de la recrudescence des violences contre les civils, le secrétaire général de la Ligue, Nabil el-Arabi, accusant le président Bachar el-Assad d'avoir choisi l'option de l'escalade. Les autorités syriennes ont dit « regretter » cette décision, jugeant qu'elle visait à augmenter les pressions en vue d'une intervention étrangère dans les affaires syriennes, selon l'agence officielle SANA. La Russie a quant à elle condamné

hier cette décision. « Nous aimerions savoir pourquoi ils se conduisent ainsi envers un instrument aussi utile », a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, ajoutant qu'il aurait « plutôt soutenu une augmentation du nombre des observateurs ». « Nous sommes surpris de constater qu'après la décision de prolonger d'un mois la mission des observateurs, certains pays, et en particulier le pays du golfe Persique, ont rappelé leurs observateurs », a-t-il en outre commenté.

(Sources : agences et rédaction)

The Khaleej Times (EAU / UAE)



Anti-government Syrian protesters holding an independence flag during a demonstration in the town of Yabrud. — AFP

Syrian opposition calls for UN action

Russia surprised at decision to withdraw Arab monitors

DAMASCUS — Syrian President Bashar Al Assad's opponents sought on Sunday to up pressure on the international community for UN action after the Arab League suspended its observer mission to the violence-swept country.

Moscow expressed surprise at the decision to withdraw the Arab monitors, as the bloodshed in the regime's crackdown on dissent spiked and the death toll in four days topped 210.

"We would like to know why they are treating such a useful instrument in this way," Foreign Minister Sergei Lavrov said of the monitoring mission while on a visit to Brunei, cited by the Russian ITAR-TASS news agency.

"I would support an increased number of observers," he said.

"We are surprised that after a decision was taken on prolonging the observers' mission for another month, some countries, particularly Persian Gulf countries, recalled their observers from the mission."

Arab League chief Nabil Al Arabi said on Saturday the decision to suspend the mission was taken after "consultations with Arab foreign ministers because of the upsurge of violence whose victims are innocent civilians."

He said it also came "after the Syrian government chose the option of escalation, which increased the number of victims."

Syria also said it was "surprised and regrets the decision taken by Arabi to suspend the observer mission after having decided (last week) to extend it for a month,"

official news agency SANA reported.

The 165 League observers were deployed a month ago after Damascus agreed to a League plan foreseeing a halt to the violence, prisoners freed, tanks withdrawn from built-up areas and free movement of observers and foreign media.

The opposition Syrian National Council has called for protests outside Russian diplomatic missions against Moscow opposing a draft European-Arab UN resolution on the crisis that backs a League plan calling on Assad to quit. SNC chief Burhan Ghaliun is to travel to New York on Sunday "to present the Syrian case... and demand protection," executive committee member Samir Neshar told an Istanbul news conference. — AFP

Moscow Times (Russie / Russia)



People stepping on Prime Minister Vladimir Putin's poster during a protest against Syrian President Bashar Assad after Friday prayers in Homs, Syria.

Russia Backs Syria, Last Friend in Arab World

THE ASSOCIATED PRESS

Russia's defiance of international efforts to end Syrian President Bashar Assad's crackdown on protests is rooted in a calculation that it can keep a Middle East presence by propping up its last remaining ally in the region — and has nothing to lose if it fails.

The Kremlin has put itself in conflict with the West as it shields Assad's regime from United Nations sanctions and continues to provide it with weapons.

But Moscow's relations with Washington are already strained. And Prime Minister Vladimir Putin seems eager to defy the United States as he campaigns to reclaim the presidency.

"It would make no sense for Russia to drop its support for Assad," said Ruslan Pukhov, head of the Center for Analysis of Strategies and Technologies. "He is Russia's last remaining ally in the Middle East, allowing it to preserve some influence in the region."

And observers note that even as it has nothing to lose from backing Assad, it has nothing to gain from switching course and supporting the opposition.

"Russia has crossed the Rubicon," said Igor Korotchenko, head of the Center for Analysis of Global Weapons Trade.

The UN estimates that more than

5,400 people have been killed since the uprising began in March.

"Russia will be seen as the dictator's ally. If Assad's regime is driven from power, it will mean an end to Russia's presence," said Fyodor Lukyanov, editor of Russia in Global Affairs.

Syria has been Moscow's top ally in the Middle East since Soviet times, when it was led by the incumbent's father, Hafez Assad.

Ties with Damascus helped Russia retain its clout as a member of the Quartet of international mediators trying to negotiate peace between Israel and the Palestinians.

After Bashar Assad succeeded his father in 2000, Russia sought to boost ties by agreeing to annul 73 percent of Syria's Soviet-era debt.

Syria's port of Tartus is now the only naval base Russia has outside the former Soviet Union. A Russian Navy squadron made a call there this month in what was seen by many as a show of support for Assad.

For decades, Syria has been a major customer for the Russian arms industries, buying billions of dollars' worth of combat jets, missiles, tanks and other heavy weapons. And Assad's regime paid cash.

Kommersant reported this week that Syria has ordered 36 Yak-130 combat jets worth \$550 million. Korotchenko

said Syria needs the jets to train its pilots to fly the advanced MiG-29M or MiG-35 fighter jets it wants to purchase.

He said Syria's importance as a leading importer of Russian weapons in the region grew after the loss of the lucrative Iraqi and Libyan markets.

Russia, whose abstention in a UN vote cleared the way for military intervention in Libya, later voiced frustration with what it described as a disproportionate use of force by NATO.

The Kremlin has vowed not to allow a replay in Syria, warning that it would block any UN resolution on Syria lacking a clear ban on any foreign military interference.

Moscow accuses the West of turning a blind eye to shipments of weapons to the Syrian opposition and says it won't be bound by Western sanctions.

Earlier this month, a Syria-bound Russian ship allegedly carrying tons of munitions was stopped by officials in Cyprus, an EU member, who said it was violating an EU arms embargo.

The ship's captain promised to head to Turkey but then dashed to Syria. Asked about the ship, Foreign Minister Sergei Lavrov responded that Moscow owes neither an explanation nor an apology because it has broken no international rules.

Nonetheless, Moscow has shown restraint in its arms trade with Damascus,

avoiding the sales of weapons that could significantly tilt the military balance in the region.

"Russia has taken a very careful and cautious stance on contracts with Syria," Korotchenko said.

The most powerful Russian weapon reportedly delivered to Syria is the Bastion anti-ship missile complex intended to protect its coast.

Observers in Moscow said Russia can do little else to help Assad. The chief of the Federation Council's International Affairs Committee, Mikhail Margelov, openly acknowledged that last week, saying Russia has "exhausted its arsenal" of means to support Syria by protecting it from the UN sanctions. Lukyanov said Russia would block any attempts to give UN cover to any foreign military intervention in Syria but couldn't prevent Syria's neighbors from mounting such action.

Pukhov also predicted that Russia wouldn't take any stronger moves in support of Damascus.

"Going further would mean an open confrontation with the West, and Russia doesn't need that," he said.

■ Russia's UN ambassador, Vitaly Churkin, said a European-Arab draft resolution on Syria circulated to the UN Security Council on Friday was unacceptable in parts, but Russia was ready to "engage" on it, Reuters reported.

China Daily (Chine / China)

Still hope for peace in Syria

By HU YINAN
CHINA DAILY

BEIJING — The doors to negotiation within the framework of the Arab League have not been entirely shut for crisis-torn Damascus, despite a recent decision by the league to suspend its monitoring mission inside Syria, analysts said.

The move, which came just days before the United Nations will discuss and vote on an Arab peace plan aimed at ending the 10-month-old crisis, will nonetheless limit the options and time for Syrian President Bashar al-Assad, said He Wenping, a researcher with the Institute of West Asian & African Studies at the Chinese Academy of Social Sciences.

Scheduled to send a delegation to New York to brief UN Security Council members,

the 22-member Arab League said its latest decision resulted from escalating violence in Syria, where the UN says around 5,400 people have been killed since protests against the administration of Assad began last March.

Expressing “surprise and regret” over suspension of the month-old mission, the state channel Syria TV quoted an unnamed official as saying:

“This will have a negative impact and put pressure on (Security Council) deliberations with the aim of calling for foreign intervention and encouraging armed groups to increase violence.”

Although the bar has been raised for Assad, it is difficult for the UN to immediately intervene in the Syrian crisis, He said.

“Struggles within the frame-

work of the Arab League may still go on for a while ... It’s not like a UN resolution will be passed any minute. It’s definitely not that simple. Syria has friends at the UN, too,” she said.

Russia on Sunday slammed the Arab League’s suspension. Its Foreign Minister Sergei Lavrov said Moscow “would like to know why they are treating such a useful instrument in this way”.

“I would support an increased number of observers,” Lavrov was quoted as saying by the Russian ITAR-TASS news agency.

The 100 or so Arab League observers will remain inside Syria, but will no longer visit any hotspots in the country. Damascus has stepped up attacks against opposition centers, including Homs and Hama and parts of the capital’s

suburbs, in the past week as it vowed to swipe out what it calls “terrorist attacks”.

On Saturday, Syrian Interior Minister Mohammed Shaar told families of security members killed in the protests that security forces “will continue their struggle to clean Syria’s soil of the outlaws”. The Syrian government claims that about 2,000 members of the security forces have been killed in the unrest.

The Arab League’s Secretary-General and Qatar’s prime minister were set to leave for New York on Sunday to lobby support for the latest draft resolution, which, introduced by Morocco, calls for a two-month transition to a unity government, with Assad transferring powers to his vice-president.

Syria has rejected the proposal, saying it violates its sovereignty.